



**StreamWIDE**

**Rapport Financier Annuel  
31 décembre 2017**

## SOMMAIRE

<b>I. Attestation du responsable.....</b>	<b>3</b>
<b>II. Rapport de gestion au 31 décembre 2017.....</b>	<b>4</b>
1. Evénements importants survenus en 2017	
2. Activité et situation du Groupe en 2017	
3. Activité et situation de la Société en 2017	
4. Informations juridiques	
5. Autres informations	
 <i>Annexe 1 : Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise</i>	
 <i>Annexe 2 : Rapport du Conseil d'Administration relatif aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société</i>	
<b>III. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017.....</b>	<b>49</b>
- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016	
- Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016	
- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016	
- Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	
<b>IV. Comptes statutaires de l'exercice clos le 31 décembre 2017.....</b>	<b>94</b>

**STREAMWIDE**  
**Société anonyme au capital de 302.996,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

(La "Société")

#### ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 27 avril 2018

Pascal BEGLIN  
Président Directeur Général

**STREAMWIDE**  
**Société anonyme au capital de 302.996,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET  
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 22 JUIN 2018**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin (i) de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société StreamWIDE SA (la "**Société**") et du Groupe StreamWIDE (le "**Groupe**") durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 et (ii) de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Lors de sa réunion en date du 23 mars 2018, le conseil d'administration a examiné les comptes annuels de la Société, de ses filiales et les comptes consolidés du Groupe, arrêtés au 31 décembre 2017. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

Nous vous rappelons que les autres points inscrits à l'ordre du jour sont développés dans le rapport à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du conseil d'administration.

**1. Evénements importants survenus en 2017, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe et de la Société en 2017**

**1.1 Evénements importants survenus en 2017 au sein du Groupe et de la Société**

*Résultats 2017 déficitaires et en recul marqué*

Les effets de base, pénalisant déjà les revenus du premier semestre 2017 (0,6 M€ de licences et 0,6 M€ de ventes tierces non récurrentes en 2017), pèsent également fortement sur les revenus du second semestre de l'exercice. En effet, une vente significative de licences (1,6 M€), réalisée en France au second semestre 2016, n'a pas été compensée au second semestre 2017.

Seuls les revenus récurrents de maintenance restent stables sur la période (3,8 M€). Cela devrait perdurer dans les prochains mois. Enfin, les services subissent également la non récurrence de nouveaux projets importants dans l'activité historique. Les ventes tierces, quant à elles, concernaient en 2016 un projet et un client européen spécifique. Aucune vente tierce significative n'a été réalisée en 2017.

### *Développements soutenus des solutions Team On The Run et Team On Mission*

La structure de coûts actuelle du Groupe lui permet toujours de disposer des moyens nécessaires, humains et financiers, pour continuer les développements techniques et commerciaux de sa nouvelle solution "Team On The Run" ([www.teamontherun.com](http://www.teamontherun.com)) et de sa déclinaison durcie pour les missions critiques "Team On Mission" ([www.teamonmission.com](http://www.teamonmission.com)). Les premiers succès commerciaux devraient permettre au Groupe de positionner ses solutions comme de véritables plateformes de transformation numérique, notamment en profitant pleinement de différentes intégrations, démultipliant rapidement les capacités et l'attrait de la solution.

Un marché MCPTT (Mission Critical Push To Talk) français important, structurant et stratégique pourrait être remporté par le Groupe dans les prochaines semaines. Cette opportunité permettrait ainsi au Groupe de valider la stratégie suivie depuis le début des développements des nouvelles solutions. L'aspect stratégique de ce marché pourrait déclencher de nombreux autres nouveaux projets, aussi bien dans la sphère publique (gouvernements, ministères, administrations...) que privée (opérateurs d'importance vitale - OIV).

### *Autres éléments*

La conclusion finale du contrôle des dépenses déclarées au titre du Crédit d'Impôt Recherche mené par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis début 2015, transmise en février 2017, valide l'éligibilité des différents projets présentés par le Groupe. La créance CIR du Groupe au titre de 2015 (770 K€) a été remboursée en novembre 2017. Celle au titre de 2016 (728 K€) l'a été en mars 2018. Le remboursement anticipé de celle relative à l'exercice 2017 (635 K€) sera demandé début 2018, conformément aux règles applicables et aux exercices antérieurs.

## **1.2 Progrès réalisée ou difficultés rencontrées au sein du Groupe et de la Société**

### *Activité historique*

L'activité historique du Groupe a souffert en 2017 d'effets de base défavorables. Lors de l'exercice précédent, comme lors des exercices antérieurs, un marché significatif avait toujours permis au Groupe d'enregistrer des ventes de licences importantes. En 2017, aucun marché significatif n'a pu compenser les ventes de licences importantes réalisées en 2016, en France et en Europe. Cela montre bien l'immobilisme du marché opérateur : le Groupe y reste très présent mais l'année 2017 est marquée par l'absence d'appels d'offre significatifs.

Les autres revenus issus de l'activité historique, quant à eux, résistent bien dans ce contexte, notamment les revenus de maintenance, seuls revenus récurrents par nature.

### *Nouvelles solutions et diversification*

La stratégie du Groupe reste identique à celle déployée depuis plusieurs mois : l'activité historique doit permettre de financer les nouveaux développements et la commercialisation des nouvelles solutions, ce qui reste encore le cas en 2017. En parallèle, les efforts commerciaux ont été importants en 2017 et le Groupe est très bien positionné pour pouvoir être retenu dans le cadre d'un marché public français, stratégique et structurant.

L'année 2017 pourrait donc être une année de transition vers une diversification concrète des marchés et des clients du Groupe. La stratégie suivie depuis plusieurs mois pourrait ainsi être validée dans les prochaines semaines.

### 1.3 Evolution de l'activité du Groupe en 2017

#### *Evolution du chiffre d'affaires*

Les effets de base, pénalisant déjà les revenus du premier semestre 2017 (0,6 M€ de licences et 0,6 M€ de ventes tierces non récurrentes en 2017), pèsent également fortement sur les revenus du second semestre de l'exercice. En effet, une vente significative de licences (1,6 M€), réalisée en France au second semestre 2016, n'a pas été compensée au second semestre 2017.

Seuls les revenus récurrents de maintenance restent stables sur la période (3,8 M€). Cela devrait perdurer dans les prochains mois.

Enfin, les services subissent également la non récurrence de nouveaux projets importants dans l'activité historique. Leur diminution s'explique par plusieurs missions qui ont été menées et terminées en 2016 alors qu'un nombre moins importants de projets a été mené en 2017. Les ventes tierces, quant à elles, concernaient en 2016 un projet et un client européen spécifique. Aucune vente tierce significative n'a été réalisée en 2017.

La répartition géographique des revenus (France 35% / Export 65%) est stable entre 2017 et 2016. Les effets de base négatifs l'ont été autant en France qu'en Europe notamment, ce qui explique cette stabilité.

Le Groupe a anticipé depuis plusieurs mois maintenant cette baisse marquée des revenus et concentre donc dorénavant ses efforts techniques et commerciaux sur les nouvelles solutions qu'il propose. L'année 2017 est ainsi une année de transition pour le Groupe entre ses activités historiques (même s'il reste très concurrentiel avec ses offres des messageries vocales et de facturation temps réel) et ses dernières solutions développées, ouvrant de nouveaux marchés à fort potentiel.

#### *Evolution des résultats*

La diminution des revenus constatée en 2017 (-3,1 M€ hors ventes tierces) impacte directement celle du résultat opérationnel courant (-3 M€).

Hors achats tiers (dont l'évolution est liée à celle des ventes tierces) et hors amortissements, les coûts opérationnels ressortent à 5,5 M€ en 2017 contre 5,2 M€ en 2016. Cette augmentation de 0,3 M€ provient essentiellement de la variation de la masse salariale annuelle du Groupe. Cette dernière, intégrant celle dédiée au développement, ressort à 6 M€ contre 5,9 M€ en 2016, soit une progression maîtrisée de 0,1 M€. Après retraitement des coûts salariaux activés liés au développement (2,3 M€ en 2017 contre 2,6 M€ en 2016), la charge salariale nette en résultat augmente donc de 0,4 M€.

Les charges externes diminuent quant à elles de 0,3 M€ sur la période alors que les autres produits opérationnels (reprise en résultat des Crédits d'Impôt Recherche) diminuent de 0,1 M€. Enfin, les achats tiers diminuent de 0,5 M€ en 2017, en corrélation avec la variation des ventes tierces constatée en 2017.

Le résultat opérationnel courant, avant amortissements, ressort donc à +0,2 M€ au 31 décembre 2017, et sa variation (-3,6 M€) correspond principalement à celle des revenus (-3,8 M€), compensée partiellement par celle des charges nettes (-0,2 M€).

Le résultat opérationnel courant est en diminution de 3 M€ par rapport à l'exercice précédent et ressort déficitaire à -2,3 M€. Cette variation s'explique principalement par celle des amortissements, notamment ceux des frais de développement, qui diminuent de 0,6 M€ sur la période, suite à une revue prospective des durées d'amortissement des principaux produits du Groupe. L'analyse des valeurs d'utilités des principaux logiciels développés par le Groupe a permis d'augmenter certaines durées d'amortissement (de 1/3 ans à 5 ans), en tenant compte d'une période raisonnable pendant laquelle les revenus sous-jacents peuvent et seront générés.

L'impact résultat de l'activation des frais de développement augmente de 0,1 M€ en 2017 : le montant brut activé (-0,3 M€) est de 2,3 M€ contre 2,6 M€ en 2016, alors que les amortissements diminuent de 0,5 M€ (2,3 M€ en 2017 contre 2,8 M€ en 2016) et que les reprises du Crédit d'Impôt Recherche diminuent en parallèle de 0,1 M€.

Après prise en compte de charges non récurrentes de 0,1 M€ sur la période (coûts salariaux spécifiques), d'un résultat financier déficitaire (pertes de change USD/€ sur la période) et d'un impact fiscal quasi nul (dépréciation des impôts différés actifs constatés au 30 juin 2017 ; non activation des impôts différés actifs sur reports déficitaires au 31 décembre 2017 à hauteur de 0,8 M€), le résultat net ressort déficitaire à -2,8 M€, en diminution de -3,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2017, le total du bilan est de 17,4 M€ contre 22,2 M€ au 31 décembre 2016. A l'actif, les créances clients diminuent de 2,8 M€ impactées directement par l'évolution des revenus. Les créances fiscales liées aux Crédits d'Impôt Recherche restent stables (remboursement de 0,8 M€ obtenus fin 2017 au titre du CIR 2015 et provision de 0,6 M€ au titre de 2017). Pour information, la créance au titre de 2016 a été remboursée début 2018 à hauteur de 0,7 M€. Au passif, les capitaux propres diminuent (-3,1 M€) suite essentiellement au résultat de période, ainsi que les produits constatés d'avance (-0,9 M€), marqués par un manque d'activité et de facturation en 2017. La dette obligataire envers le GIAC a été entièrement reclassée en passif financier courant au 31 décembre 2017. Cependant, les échanges avec le GIAC, en cours fin 2017, se sont conclus début 2018 sans qu'aucun remboursement anticipé n'ait été demandé. En contrepartie, un montant de 675.000 € sera nanti au début du second trimestre 2018 au seul profit du GIAC pour augmenter le niveau de garantie de l'emprunt obligataire.

Le flux net de trésorerie est négatif de -2 M€ en 2017. Dans un contexte de diminution des revenus et des résultats, le flux opérationnel de trésorerie reste positif de 0,2 M€ alors que les investissements récurrents réalisés dans le développement des produits restent élevés à 2,5 M€. Le remboursement de 770 K€ obtenu fin 2017 (CIR 2015) vient compenser partiellement ces flux d'investissement, alors que la créance au titre du CIR 2016 n'a été remboursée que début 2018, créant ainsi un décalage de 0,7 M€ dans la trésorerie nette du Groupe fin 2017. Enfin, les flux de financement (-0,5 M€) tiennent compte des remboursements d'emprunts (0,2 M€), ainsi que des rachats d'actions auto-détenues (0,3 M€) intervenus sur la période.

*Les principales variations sont les suivantes :*

- Le chiffre d'affaires diminue de -3,8 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes nettes diminuent quant à elles de 0,8 M€ sur la période et ressortent à 8,1 M€ :
  - o Diminution des achats tiers (-0,6 M€) suite à des achats tiers spécifiques effectués en 2016 pour un client européen, non récurrents en 2017 ;

- Diminution des charges externes (-0,3 M€) suite à un contrôle toujours efficace en 2017 ;
  - Augmentation des charges de personnel (+0,5 M€) : la masse salariale annuelle du Groupe, intégrant celle dédiée au développement, n'a augmenté que de 0,1 M€ en 2017 (celle dédiée au développement diminuant quant à elle de -0,3 M€), après une diminution de -0,2 M€ en 2016 ;
  - Diminution des amortissements des frais de développement (-0,6 M€) sur la période, suite à une revue des durées et valeurs d'utilité des différents produits développés et commercialisés. En contrepartie, diminution de -0,1 M€ des reprises de Crédits d'Impôt Recherche.
- Les charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs) ont été enregistrées pour 0,1 M€ (montant identique à celui de 2016) ;
  - Le résultat financier ressort négatif à -0,5 M€, alors qu'il était quasi nul en 2016, suite à des effets de change et à une parité €/USD moins favorables en 2017 qu'en 2016 ;
  - Le résultat fiscal est un produit de 0,1 M€ alors que la charge n'était pas significative en 2016. Les impôts exigibles (-0,1 M€) ne sont constitués que de retenues à la source (enregistrées au sein des filiales françaises et américaines du Groupe) que le Groupe ne peut pas imputer car aucun décaissement d'impôt n'est réalisé sur la période. Les effets d'imposition différée (+0,2 M€) proviennent essentiellement des écritures de consolidation (notamment les retraitements en résultat des écarts de conversion, significatifs en 2017. L'activation des frais de développement est neutre fiscalement car les valeurs brutes immobilisées sont proches des amortissements enregistrés. Enfin, aucun actif d'impôt différé sur les déficits fiscaux de période des sociétés françaises n'a été reconnu fin 2017.
  - Le résultat net ressort donc négatif à -2,8 M€ contre un bénéfice net de 0,6 M€ à la clôture de l'exercice précédent.

#### **1.4 Evolution de l'activité de la Société en 2017**

##### *Evolution du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires 2017 est de 2.244 K€ contre 5.284 K€ en 2016. Cette diminution de 3.040 K€ s'explique essentiellement par celle des ventes tierces (-733 K€), suite à une commande spécifique pour un client européen en 2016 par nature non récurrente en 2017, et par celle des revenus de licences (-2.385 K€).

La baisse marquée des revenus de licences s'expliquent par deux dossiers significatifs (un client français et un autre européen) opérés en 2016, non récurrents en 2017 et sans qu'aucun dossier aussi significatif ne puisse être traité en 2017. Les effets de base sont donc défavorables pour la Société en 2017.

On note enfin une augmentation des revenus "groupe" de la Société (refacturations à la filiale française) à hauteur de 451 K€, suite à une augmentation du poids relatif de la filiale française dans l'ensemble des coûts refacturés.



## *Evolution des résultats*

Le résultat net de la Société ressort négatif à -2.185 K€ contre un bénéfice de 46 K€ en 2016. Cette diminution (-2.139 K€) s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- Le résultat d'exploitation, négatif à hauteur de -2.636 K€ est en recul de -2.118 K€. la diminution des revenus (-3.023 K€) n'est que partiellement compensée par celle des charges opérationnelles (-905 K€ en 2017) : baisse des achats tiers (-561 K€), en parallèle de celle de ventes tierces et contrôle efficace des charges externes (-323 K€) ;
- Le résultat financier (-118 K€) et le résultat exceptionnel (-3 K€) ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier ;
- Le résultat fiscal d'un montant de +572 K€ (produit d'impôt) reste relativement stable par rapport à l'exercice précédent (+631 K€). La Société continue à bénéficier du Crédit d'Impôt Recherche (570 K€ en 2017 et 628 K€ en 2016) constaté en produit fiscal de période. Les effets de l'intégration fiscale sont neutres en 2017 comme en 2016. Enfin, la Société, seule, dispose de reports déficitaires à hauteur de 9.153 K€ au 31 décembre 2017 (1.455 K€ avant intégration fiscale et 7.698 K€ post intégration), dus essentiellement à la non activation dans les comptes statutaires de frais de développement, qui constituent donc une charge de la période, impactant de facto le résultat comptable et fiscal.

L'année 2017 est donc marquée principalement par des effets de base défavorables, notamment sur les revenus de licences. Les marchés importants signés en 2016 ne sont pas récurrents par nature et aucun nouveau marché, permettant de compenser ceux de l'exercice précédent, n'a pu être signé en 2017. Malgré un contrôle efficace des coûts opérationnels, le résultat net est déficitaire, impacté directement par la baisse conjoncturelle des revenus et, structurellement, par les frais de développement du Groupe, qui sont conservés en charges de période au niveau de la Société.

## **2. Activité et situation du Groupe en 2017**

### **2.1 Présentation des comptes consolidés**

Le périmètre de consolidation du Groupe à fin 2017 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Pour mémoire, un établissement stable a été ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la Société. Deux filiales anglaises (Bzoo Networks LTD et StreamWIDE LTD) ont été créées en 2013 mais n'ont aucune activité depuis. Elles ne sont donc pas consolidées au 31 décembre 2017 car aucune transaction n'est enregistrée dans ces sociétés dormantes.

L'activité du Groupe en 2017 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en diminution de 40%, un résultat opérationnel courant en diminution de 3 M€ et un résultat net déficitaire de 2,8 M€, après prise en compte des impacts financiers (-0,5 M€) et fiscaux +0,1 M€).

- le CA est de 5,8 M€, en diminution de 40% (-3,8 M€) par rapport à 2016 ;
- le résultat opérationnel courant est négatif de -2,3 M€ (contre 0,7 M€ en 2016) et,
- le résultat net ressort négatif à -2,8 M€ (contre 0,6 M€ en 2016).

Les principales données consolidées au titre de l'exercice 2017 sont les suivantes :

en K€	FY 2017	%CA	FY 2016	%CA	Variation (K€)	Variation %
Chiffre d'Affaires Licences	1 326	23%	3 730	39%	-2 404	-64%
Chiffre d'Affaires Maintenance	3 774	66%	3 802	40%	-28	-1%
Chiffre d'Affaires Services	644	11%	1 293	12%	-649	-50%
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	10	0%	757	8%	-747	-99%
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>5 754</b>		<b>9 582</b>		<b>-3 828</b>	<b>-40%</b>
Achats et variation de stocks	-4		-565	6%	561	
Charges externes	-2 326		-2 621	27%	295	-11%
Charges de personnel	-3 741		-3 270	34%	-471	14%
Autres charges et produits	-1 980		-2 446	26%	466	-19%
<b>ROC avant amortissements (*)</b>	<b>228</b>		<b>3 788</b>		<b>-3 560</b>	<b>-94%</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)</b>	<b>-2 296</b>		<b>680</b>		<b>-2 976</b>	
Autres Charges opérationnelles	-113		-81		-32	
Charges / Produits financiers	-481		22		-503	
Charges / Produits d'impôts	80		-18		98	
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-2 810</b>		<b>603</b>		<b>-3 413</b>	

Le résultat opérationnel courant ressort déficitaire à - 2,3 M€ au titre de l'exercice 2017. Il s'établissait à 0,7 M€ au 31 décembre 2016. Retraité de l'impact des amortissements de période (2,5 M€ contre 3,1 M€ en 2016, dont respectivement 2,3 M€ et 2,9 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 0,2 M€ contre 3,8 M€ en 2016.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période, aussi bien au niveau du Groupe (confer note 1.3) que de la Société (confer note 1.4).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats annuels 2017 sont les suivants :

- *Les autres charges et produits* regroupent les amortissements pratiqués sur les différents logiciels développés ainsi que les reprises du crédit d'impôt recherche, constatées au même rythme que les amortissements comptabilisés (confer règles et méthodes comptables).

La variation des amortissements de période est de -0,5 M€, suite à une revue des durées et valeurs d'utilité des différents produits développés, alors que les reprises de Crédit d'Impôt Recherche sont de 0,6 M€ en 2017 contre 0,8 M€ en 2016. L'impact net de ces éléments (hors imposition différée) est le suivant :

- Exercice 2016 : activation de 2,6 M€ bruts de frais de développement, amortissements à hauteur de 2,8 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,8 M€ : impact net en résultat opérationnel de 0,6 M€, en augmentation par rapport à 2015 (+0,3 M€).
  - Exercice 2017 : activation de 2,3 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2,3 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,6 M€ : impact net en résultat opérationnel de 0,6 M€, stable par rapport à l'exercice 2016.
- *L'impact des produits / charges financiers* est négatif (-0,5 M€) et en diminution de -0,5 M€ en 2017, suite à des effets de change €/USD négatifs en 2017.
- *Le produit net d'impôts* est de 0,1 M€ au 31 décembre 2017 alors qu'une charge non significative avait été constatée en 2016. A noter que fin 2017, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe. Le détail et les évolutions entre 2017 et 2016 sont les suivants :

en M€	FY 2017	FY 2016	Variation
Impôts différés sur activation R&D	0,1	0,1	0,0
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,1	0,0	0,1
<i>dont filiales françaises</i>	-	0,2	-0,2
<i>dont filiales étrangères</i>	0,1	-0,2	0,3
Impôts courants	-0,1	-0,1	0,0
<b>Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>

- Les impôts courants sont principalement composés de retenues à la source, conservées en charges de période car aucun décaissement d'impôt permettant de les imputer n'a été effectué au titre de 2017, aussi bien au niveau de la filiale française qu'américaine ;
- Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une reprise de 0,1 M€, du fait de la diminution des montants activés ;
- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires n'évoluent que peu en 2017 : seuls les impôts différés actifs sur les reports déficitaires de la filiale américaine ont été constatés. Aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé en 2017 sur les reports déficitaires de période des sociétés françaises.

Pour mémoire, la situation fiscale différée de la société mère (StreamWIDE SA) est une situation "nette" équilibrée entre impôts différés actifs et passifs. La filiale française, StreamWIDE France est intégrée fiscalement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution marquée de - 3 M€ pour s'établir à - 2,3 M€. Après prise en compte de charges opérationnelles non récurrentes de 0,1 M€, du résultat financier déficitaire de -0,5 M€ et des impacts fiscaux de 0,1 M€, le résultat net 2017 est un déficit de - 2,8 M€ en diminution de 3,4 M€ par rapport à celui de 2016.

La situation financière au 31 décembre 2017 est la suivante :

(En K€)	31-déc-17	31-déc-16	31-déc-17	31-déc-16	
Immobilisations incorporelles	6 489	6 441	303	303	Capital social
Immobilisations corporelles	317	369	14 369	13 769	Primes et réserves
Autres actifs financiers	341	362	-486	-153	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	135	46	-2 810	603	Résultat Part du Groupe
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>7 281</b>	<b>7 218</b>	<b>11 376</b>	<b>14 522</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	-	1 657	Passifs financiers
Créances clients	3 571	6 327	203	168	Provisions à long terme
Autres débiteurs	660	687	1 140	1 149	Produits fiscaux différés
			-	81	Passifs d'impôts différés
			<b>1 343</b>	<b>3 055</b>	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>
Actifs fiscaux	1 404	1 538	1 673	148	Passifs financiers
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 511	6 465	6	6	Provisions à court terme
			503	983	Fournisseurs et autres créditeurs
			1 161	1 296	Dettes fiscales et sociales
			570	575	Produits fiscaux différés
			794	1 650	Produits constatés d'avance
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>10 146</b>	<b>15 017</b>	<b>4 708</b>	<b>4 658</b>	<b>PASSIFS COURANTS</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>17 427</b>	<b>22 235</b>	<b>17 427</b>	<b>22 235</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>

Le total de la situation financière au 31 décembre 2017 est de 17,4 M€. La diminution de -4,8 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 2,3 M€ en valeur brute et 2,3 M€ d'amortissements, soit une stabilité en valeur nette. Pour mémoire, en 2016, les montants bruts et nets avaient respectivement varié de 2,6 M€ et -0,2 M€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement reste donc stable par rapport au 31 décembre 2016 et ressort à 6,2 M€ en valeur nette cumulée au 31 décembre 2017 ;
- *Diminution du poste client* de 2,7 M€ suite essentiellement à l'évolution des revenus ;
- *Autres actifs fiscaux* : le solde est principalement constitué des Crédits d'Impôt Recherche (CIR) au titre de 2016 (0,7 M€) et 2017 (0,6 M€) non encore remboursés par l'Etat français. La créance au titre de 2016 a été remboursée en mars 2018. La demande de remboursement anticipé concernant la créance 2017 sera établie conformément aux exercices antérieurs ;

- *Diminution de la trésorerie* (-2 M€ par rapport au 31 décembre 2016) qui s'élève à 4,5 M€ au 31 décembre 2017, hors dettes financières. La diminution de la trésorerie provient d'une diminution importante du résultat net (-3,4 M€) compensée partiellement par la variation positive du BFR (+1,2 M€) et par le remboursement intervenu fin 2017 du Crédit d'Impôts Recherche 2015 (0,8 M€).

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres*, suite au résultat net négatif de 2017 (-2,8 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers courants et non courants* (-0,1 M€) suite aux remboursements effectués en 2017. Les soldes fin 2017 représentent le capital et les intérêts restant relatifs à la dette obligataire nette émise en juillet 2013 pour 1,8 M€. L'emprunt bancaire contracté en 2012 auprès d'HSBC a été entièrement remboursé début 2017. La dette obligataire a été reclassée en passifs courants car des discussions étaient en cours avec le GIAC fin 2017 suite au non-respect d'un des différents ratios sous-jacents (en lien avec la capacité d'autofinancement du Groupe). Cependant, ces discussions ont été positives et aucun remboursement intégral anticipé ne sera demandé par le GIAC ;
- *Stabilité des produits fiscaux différés courants et non courants* : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre de 2017, le Crédit d'Impôt Recherche est de 0,6 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,86M€, ce qui explique la stabilité des soldes constatés au passif ;
- *Diminution globale de -1,5 M€ des autres dettes courantes*, suite notamment à la diminution des dettes fournisseurs (-0,5 M€) et des produits constatés d'avance (-0,9 M€), variation non directement corrélée à celle de l'activité globale et provenant notamment d'une facturation fin 2016 d'une maintenance 2017 significative commandée par un client américain, ce qui n'a pas été le cas fin 2017.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	FY 2017	FY 2016	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	240	1 650	-1 410
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 729	-2 927	1 198
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-465	-215	-250
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-1 954</b>	<b>-1 492</b>	<b>-462</b>

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles restent positifs mais en diminution marquée de - 1,4 M€. La variation du BFR, positive en 2017 (1,2 M€) et négative en 2016 (-1,3 M€), ne fait que compenser celle du résultat de période (-3,4 M€). Cela démontre la capacité du Groupe à optimiser les flux opérationnels dans un contexte de baisse importante des revenus.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés sur l'exercice. Le remboursement de la créance CIR 2015 intervenu en novembre 2017 (0,8 M€) permet de compenser les investissements réalisés dans le développement des nouvelles solutions (2,3 M€ en 2017 contre 2,6 M€ en 2016). En 2016, aucun remboursement de CIR n'avait été enregistré car les contrôles fiscaux étaient encore en cours.

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement correspondent principalement aux paiements des intérêts liés aux emprunts HSBC et GIAC. L'emprunt HSBC a été entièrement remboursé fin février 2017. L'emprunt obligataire GIAC a quant à lui un différé de remboursement de 4 ans et les premiers remboursements trimestriels (90 K€) sont intervenus à partir du quatrième trimestre de l'exercice. Par ailleurs, des rachats de titres de la Société ont été réalisés à hauteur de 0,3 M€ en 2017 alors qu'ils étaient peu significatifs en 2016.

*Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2016* : la baisse de trésorerie (-2 M€) constatée en 2017 s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 0,2 M€ (-1,4 M€ par rapport à l'exercice 2016) suite au résultat net négatif de l'exercice, compensé par un impact favorable du besoin en fonds de roulement ;
- Des flux d'investissement de -1,7 M€ (+1,2 M€ par rapport à l'exercice 2016), suite aux développements continus des nouvelles solutions, financés en partie par le remboursement de la créance CIR 2015 (0,8 M€) intervenu en novembre 2017 ;
- Des flux de financement de -0,5 M€ (-0,3 M€ par rapport à l'exercice 2016), suite aux remboursements de période des emprunts financiers et aux rachats de titres de la Société (0,3 M€), plus importants en 2017 qu'en 2016.

## **2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe**

### *Une année 2017 de transition*

L'exercice 2017 est marqué par un net recul des revenus issus de l'activité historique, par une dégradation corrélative des résultats et par des efforts commerciaux centrés sur les nouveaux produits et les nouveaux marchés.

La structure de coûts actuelle du Groupe lui permet toujours de disposer des moyens nécessaires, humains et financiers, pour continuer les développements techniques et commerciaux de sa nouvelle solution "*Team On The Run*" ([www.teamontherun.com](http://www.teamontherun.com)) et de sa déclinaison durcie pour les missions critiques "*Team On Mission*" ([www.teamonmission.com](http://www.teamonmission.com)). La solution est distribuée en mode SaaS mais aussi en mode installé sur le réseau privé du client, via une approche commerciale diversifiée.

Si les résultats 2017 sont impactés négativement par les investissements continus effectués depuis plusieurs mois dans les nouvelles solutions, et par un marché historique au plus bas, les premiers succès commerciaux devraient permettre au Groupe de positionner ses solutions comme de véritables plateformes de transformation numérique, notamment en profitant pleinement de différentes intégrations, démultipliant rapidement les capacités et l'attrait de la solution.

*Perspectives 2018 : vers une diversification réussie*

Le positionnement du Groupe à travers sa solution "durcie" et sécurisée "Team On Mission" devrait par ailleurs se concrétiser très prochainement. Un marché MCPTT français important, structurant et stratégique pourrait être remporté par le Groupe dans les prochaines semaines. Cette opportunité permettrait ainsi au Groupe de valider la stratégie suivie depuis le début des développements des nouvelles solutions. L'aspect stratégique de ce marché pourrait déclencher de nombreux autres nouveaux projets, aussi bien dans la sphère publique (gouvernements, ministères, administrations...) que privée (opérateurs d'importance vitale).

L'année 2018 devrait donc se caractériser par une diversification de marchés pour le Groupe. Si de nouveaux marchés MCPTT se concrétisent à la suite du succès français, le Groupe devrait prendre des parts de marché significatives dans ce nouveau secteur et devenir un acteur incontournable, au niveau national, européen et international. Ces nouveaux marchés prometteurs viendraient donc compléter l'activité historique du Groupe et lui permettraient alors de continuer le développement de ses solutions, notamment sous un axe sécuritaire et gestion de crise, primordial dans ce type de service. En parallèle, d'autres fonctionnalités liées à la numérisation des activités et des process continueront à être proposées, afin de renforcer encore la valeur proposée par une solution de communication tout en un, déjà existante, opérationnelle et éprouvée, utilisable par tous dans de nombreux secteurs d'activité.

### 3. Activité et situation de la Société en 2017

#### 3.1 Présentation des comptes statutaires au 31 décembre 2017

(En K€)	31-déc.-17	31-déc.-16	31-déc.-17	31-déc.-16	
Immobilisations incorporelles	1	3	303	303	Capital social
Immobilisations corporelles	43	53	8 533	8 533	Réserves
Immobilisations financières	3 475	3 409	-1 741	460	Report à nouveau
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 519</b>	<b>3 465</b>	<b>7 095</b>	<b>9 296</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	131	104	Provisions
Créances clients	6 392	8 648	23	72	Emprunts et dettes fi.
Autres créances	1 571	1 626	784	1 270	Dettes fournisseurs
Valeurs mobilières de placement	486	153	672	808	Dettes fiscales et sociales
Trésorerie	2 201	3 683	5 089	5 143	Autres dettes
			346	514	Produits constatés d'avance
			29	368	Ecart de conversion passif
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>10 650</b>	<b>14 110</b>	<b>7 074</b>	<b>8 279</b>	<b>TOTAL DETTES</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>14 169</b>	<b>17 575</b>	<b>14 169</b>	<b>17 575</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>

Le total bilan au 31 décembre 2017 est de 14,2 M€ en diminution de 3,4 M€ par rapport à l'exercice antérieur. Les principales variations sont les suivantes :



A l'actif,

- *Diminution de 2,2 M€ des créances clients* : l'évolution, parallèle à celle des revenus, s'explique aussi par des facturations importantes fin 2016 envers deux clients significatifs de la Société. Par ailleurs, les facturations "groupe" diminuent quant à elles de 0,6 M€ au 31 décembre 2017, car le niveau de royalties est plus faible qu'en 2016 (mêmes taux appliqués mais base moins importante) ;
- *Stabilité des autres créances (1,6 M€)* : fin 2016, le poste était constitué essentiellement des créances de Crédit d'Impôts Recherche au titre de 2015 (0,8M€) et 2016 (0,7 M€). La créance 2015 a été remboursée fin 2017 et la créance au titre de 2017 a été provisionnée fin 2017 pour un montant de 0,6 M€. Au 31 décembre 2017, le poste se compose donc de la créance 2016 (0,7 M€), remboursée début mars 2018, et de la créance 2017 (0,6 M€) ;
- *Diminution de (1,2) M€ de la trésorerie*, suite notamment au résultat de période négatif et aux investissements soutenus et continus dans le développement produit, financé sur fonds propres et partiellement par le remboursement de la créance fiscale du CIR (confer ci-dessus).

Les autres postes de l'actif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres (-2,2 M€)*, suite au résultat net de période ;
- *Diminution des dettes fournisseurs de (0,5) M€*, suite notamment au ralentissement de l'activité en 2017 et à des provisions fin 2016 non récurrentes fin 2017.
- *Diminution des autres dettes courantes (-0,7 M€)*, due essentiellement à la diminution des produits constatés d'avance (-0,2 M€) et à la variation des écarts de conversion passifs (-0,4 M€).

Les autres postes du passif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Le résultat net 2017 ressort déficitaire à -2,2 M€, en diminution de 2,2 M€ par rapport au résultat net 2016.



Le compte de résultat simplifié est le suivant :

en K€	2017	2016
Ventes de services	2 240	4 547
Ventes de marchandises	4	737
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 244</b>	<b>5 284</b>
Autres produits	413	396
Achats de marchandises	4	565
Variation de stocks	-	-
Charges externes	3 874	4 197
Impôts et taxes	25	40
Charges de personnel	1 315	1 258
Dotations aux amortissements	28	38
Dotations aux provisions	24	38
Autres charges	23	62
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-2 636</b>	<b>-518</b>
Produits financiers	19	125
Charges financières	137	175
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-118</b>	<b>-50</b>
Produits exceptionnels	6	-
Charges exceptionnelles	9	17
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-3</b>	<b>-17</b>
Impôts sur les bénéfices	-572	-631
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-2 185</b>	<b>46</b>

Les principaux commentaires qui peuvent être faits au titre de l'exercice 2017 sont les suivants :

- *Evolution du chiffre d'affaires* : confer note 1.4 "Evolution de l'activité de la Société en 2017" ;
- *Diminution des achats tiers de marchandises de -0,6 M€* : ces achats, non structurels pour la Société, étaient importants en 2016 suite à un marché spécifique avec un client européen. Par nature non récurrent, aucun achat significatif n'a eu lieu en 2017.
- *Diminution des charges externes de -0,3 M€*, suite à un contrôle efficace effectué tout au long de l'exercice 2017 ;
- *Stabilité des charges de personnel à 1,3 M€*.

Les autres éléments d'exploitation ne varient pas de façon significative. La diminution du résultat d'exploitation (-2,1 M€) s'explique ainsi principalement par celle des revenus en 2017 (-3,1 M€), compensée par celles des achats tiers (-0,6 M€) et des charges externes (-0,3 M€).

- *Stabilité du résultat financier (-0,1 M€)* : la diminution des produits (impact de change moins favorables qu'en 2016) est compensée par celle des charges financières, suite au remboursement intégral de l'emprunt bancaires HSBC au premier trimestre de l'exercice 2017 ;

- *Stabilité du produit fiscal de 0,6 M€* : l'impact fiscal reste positif en 2017 (+0,6 M€) dans la mesure où la Société continue de bénéficier notamment d'un Crédit d'Impôt Recherche de 0,6 M€ (montant quasi stable par rapport à celui de 2016). Par ailleurs, l'effet de l'intégration fiscale qui a débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est neutre en 2017 tout comme il l'était en 2016. Enfin, la Société bénéficie d'un report déficitaire de 1,5 M€, généré avant l'intégration fiscale, ainsi que d'un report déficitaire d'un montant global de 7,7 M€ (dont 3,1 M€ au titre de 2017) post intégration au 31 décembre 2017.

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire à -2,7 M€ contre une perte d'exploitation de -0,5 M€ en 2016. Après prise en compte d'un résultat financier négatif à -0,1 M€, d'un produit fiscal de 0,6 M€, le résultat net de la période est une perte de -2,2 M€ contre un équilibre positif en 2016 de 46 K€.

### 3.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société

La Société étant la société mère et la holding du Groupe, les mêmes commentaires que ceux établis pour le Groupe (confer note 2.2) peuvent être repris concernant les évolutions prévisibles et les perspectives d'avenir de la Société.

## 4. Informations juridiques

### 4.1 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des 6 filiales opérationnelles suivantes au 31 décembre 2017 :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Filiales	Pays	% de détention	Valeurs brutes des titres	
			31-déc.-17	31-déc.-16
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865
Streamwide PTE Ltd	Singapour	100,00%	65	65
<b>Total</b>			<b>3 308 724</b>	<b>3 308 724</b>

Pour information, deux sociétés anglaises (StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD) ont été créées en mai 2013. Ces deux sociétés, détenues à 100% par la Société, n'ont eu aucune activité depuis leur création, et aucun flux n'a été constaté sur les périodes concernées. Leur capital social est de 1£ chacune au 31 décembre 2017. Ces sociétés dormantes ne sont donc pas consolidées dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, le Groupe dispose toujours d'un établissement stable en Tunisie depuis le début de l'exercice 2010. Cet établissement stable n'a pas de capital social et a été créé dans le cadre d'un contrat significatif avec un client étatique tunisien. Comme lors des exercices précédents, les données financières relatives à cet établissement sont intégrées directement dans les comptes statutaires de la Société (confer note 3.20 de l'annexe aux comptes sociaux). Cet établissement devrait être clos au cours de l'exercice 2018.

#### 4.1.1 Activité des filiales au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Dernier exercice clos (en €)	Streamwide Romania	Beijing Streamwide	Streamwide Inc	Streamwide France	Streamwide Tunisie	Streamwide PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	305 922	213 640	-724 882	3 159 892	266 181	-23 376
Résultat net comptable	155	5 606	-220 480	-313 852	107 804	-22 515
Chiffre d'affaires	1 794 126	346 761	1 819 019	2 981 664	558 781	68 311
Avances consenties à la filiale		33 345	718			80 364
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				5 088 792		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

- **StreamWIDE Romania**

La Société détient 100 % du capital de la société StreamWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en janvier 2006, au capital de 40.000 €, dont le siège social est situé à Bucaresti, str. FAGARAS, nr. 25 sector 1, immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications et des entreprises.

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 1.794.126 € (refacturations à la Société) contre 1.764.133 € en 2016 et le résultat net est un bénéfice de 155 € (57.270 € en 2016).

- **StreamWIDE Beijing Technology Company Limited**

La Société détient 100% du capital de la société, StreamWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD dont le siège social est situé 1008, Cultural Plaza, 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District Beijing 100872. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications et des entreprises.

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 346.761 € (refacturations à la Société) contre 356.041 € en 2016 et le résultat net est un bénéfice de 5.606 € (3.135 € en 2016).

- **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE Inc, société de droit américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD, dont le siège social est situé 9 Polito Avenue, Lyndhurst, NJ 07071, USA. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE Inc. a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications et des entreprises.

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.819.019 € contre 2.601.823 € en 2016 et le résultat net est une perte de 220.480 € (bénéfice de 191.143 € en 2016).

- **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE France SAS, société de droit français créée le 29 juin 2011 au capital de 3.050.518 € dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville, 75010 Paris, identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE France SAS a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications et des entreprises.

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2.981.664 € contre 2.713.382 € en 2016 et le résultat net est une perte de 313.852 € (bénéfice de 1.910 € en 2016).

- **StreamWIDE Tunisia Sarl**

La Société détient 99,99% du capital de la société StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien créée le 3 janvier 2013 au capital de 4.865 € dont le siège social est situé Rue du lac Constance, Immeuble EL MAJD 2ème étage A2.1 - Les Berges du Lac - Tunis 1053, identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Tunis sous le numéro RC B012502013. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE Tunisia Sarl a pour activité principale la conception et la fourniture des applications web et mobiles des produits du Groupe, dont notamment les versions clients liées à la nouvelle solution "Team On The Run".

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 558.781 € (refacturations à la Société) contre 549.192 € en 2016 et le résultat net est un bénéfice de 107.804 € (40.336 € en 2016).

- **StreamWIDE PTE Ltd**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien créée en mai 2016, au capital de 100 SGD, dont le siège social est situé 141 Cecil Street #10-01 Tung Ann Association Building Singapore 069541. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

La société StreamWIDE PTE Ltd. a pour activité la commercialisation de la solution Team On The Run en Asie du Sud-Est et assure également toutes les activités annexes à ces ventes. Elle a été créée pour renforcer et confirmer la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Au titre de l'exercice 2017, le chiffre d'affaires et les autres produits d'élèvent à 68.311 € et le résultat net est une perte de 22.515 €.

#### 4.1.2 *Etat et évolution des participations*

Néant.

#### 4.1.3 *Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé*

Conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons que votre Société n'a pas créé de filiale ou pris de participation au cours de l'exercice écoulé.

#### 4.1.4 *Liste des succursales*

Conformément à l'article L.232-1 II du Code de commerce, nous vous confirmons que la Société n'a pas de succursale en France et à l'étranger.

Toutefois, la Société dispose d'un établissement fiscal stable en Tunisie depuis 2010, qui devrait être fermé au cours de l'exercice 2018 (confer note 4.1 ci-dessus).

## 4.2 **Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe**

### 4.2.1 *Au sein de la Société*

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours de l'exercice 2017, des frais directs et indirects (salaires, amortissements, honoraires et sous-traitance recherche & développement aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 2.640.095 € (contre 2.791.126 € en 2016 et 2.876.035 € en 2015).

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de développement dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre de l'exercice 2017, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 2.299.114 € (après annulation des marges internes et des frais indirects). Pour rappel, le montant activé au titre de l'exercice 2016 était de 2.623.112 €.

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un Crédit d'Impôt Recherche au titre de l'exercice 2017. Au 31 décembre 2017, une provision a été enregistrée à hauteur de 569.866 € (contre 627.697 € en 2016 et 661.515 € en 2015). La filiale française de la Société bénéficie également d'un Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 65.333 € (contre 100.457 € en 2016 et 108.850 € en 2015).

Suite au contrôle entrepris par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche début 2015 et conclu début 2017, la créance totale au titre de l'exercice 2015 (montant global de 770.364 €) a été remboursée en novembre 2017. Celle au titre de 2016 (728.154 €) l'a été en mars 2018. Le remboursement anticipé de la créance au titre de 2017 sera demandé conformément aux exercices antérieurs.

#### 4.2.2 *Au sein du Groupe*

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au profit du Groupe sont les suivantes au titre de l'exercice 2017 :

- StreamWIDE Beijing : 369.231 €
- StreamWIDE Romania : 1.727.908 €
- StreamWIDE France : 135.231 €
- StreamWIDE Tunisia : 407.725 €

Ces différents montants, dans le cadre des conventions, sont refacturés à la Société. A noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément fiscal et que les dépenses qu'elle engage au titre de la Recherche & Développement sont prises en compte dans la détermination du Crédit d'Impôt Recherche de la Société. Cet agrément a été renouvelé en 2016 et couvre maintenant l'ensemble des exercices clos de 2017 à 2021.

### 4.3 **Dépenses non déductibles fiscalement**

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

### 4.4 **Administration et contrôle de la Société**

#### 4.4.1 *Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours de l'exercice 2017*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 1).

#### 4.4.2 *Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes*

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES et Zakaria NADHIR, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, et
- les mandats des sociétés Ernst & Young et Autres, commissaire aux comptes titulaire, et AUDITEX, commissaire aux comptes suppléant, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Par conséquent, aucun mandat n'est à renouveler.

#### *4.4.3 Modalités d'exercice de la direction générale*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 4).

#### *4.4.4 Information sur la rémunération des mandataires sociaux*

La rémunération brute versée aux membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élève à 351.387 € bruts au titre de l'exercice 2017. Cette rémunération a été versée à hauteur de 220.112 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 131.275 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2016, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 334.066 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

Cette information est également reprise dans les annexes aux comptes consolidés 2017 (paragraphe 9.4).

### **4.5 Dividendes antérieurement distribués**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, aucun dividende n'a été distribué.

### **4.6 Proposition d'affectation du résultat**

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et amortissements, les comptes annuels de la Société qui vous sont présentés font ressortir un déficit net comptable de (2.185.335) euros au 31 décembre 2017.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat déficitaire, d'un montant de (2.185.335) euros, au compte "*Report à nouveau*", lequel serait ainsi porté d'un montant de 444.160 euros à un montant de (1.741.175) euros.

### **4.7 Tableau récapitulatif des résultats au cours des 5 derniers exercices**

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices clos est présenté ci-après :

(En €)	31-déc.-13	31-déc.-14	31-déc.-15	31-déc.-16	31-déc.-17
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital	302 975,7	302 975,7	302 975,9	302 996,2	302 996,8
Nombre d'actions ordinaires	3 029 757	3 029 757	3 029 759	3 029 962	3 029 968
Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par souscription de droits	-	-	2	203	6
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'Affaires HT	3 611 926	3 279 222	4 156 260	5 283 600	2 243 963
Résultat avant impôts, participation amortissements et provisions	-1 323 942	-1 835 554	-178 198	-573 507	-2 746 211
Impôts sur les bénéfices	-586 784	-799 856	-647 328	-630 746	-572 428
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	-932 942	-1 020 798	408 264	45 592	-2 185 335
Résultat distribué (*)	-	-	-	-	-
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts et participation mais avant amortissements et provisions	-0,24	-0,34	0,15	0,02	-0,72
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	-0,31	-0,34	0,13	0,02	-0,72
Résultat par action distribué	-	-	-	-	-
<b>EFFECTIFS</b>					
Effectif moyen des salariés	12	11	11	10	10
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 087 357	944 944	974 288	882 977	923 953
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	-	-	-	-	-

\* en attente de la décision de l'AGOAE

## 5. Autres informations

### 5.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont les suivantes :

- une baisse marquée du chiffre d'affaires de la Société de -3 M€, suite notamment à des effets de base défavorables et à des marchés non récurrents obtenus en 2016 et non compensés en 2017 ;



Au niveau du Groupe, les revenus diminuent de 3,8 M€ : les revenus de licences diminuent (confer ci-dessus) en France et aux US, les flux de maintenance sont stables à 3,8 M€, les prestations de services reculent de -0,7 M€, conséquence du ralentissement observé de l'activité en 2017, et les ventes tierces diminuent de -0,7 M€, suite à une vente spécifique réalisée en 2016 et non récurrente en 2017.

Par ailleurs, l'année 2017, comme les années précédentes, reste marquée par des investissements réseaux de la part des opérateurs au détriment des investissements qui auraient pu être réalisés dans les services. Le secteur, en pleine mutation, est donc relativement attentiste et immobile en ce qui concerne les services à valeur ajoutée que les opérateurs pourraient proposer.

- un résultat net statutaire négatif de -2.185 K€ en diminution de -2.139 K€ par rapport à 2016. La forte diminution des revenus en 2017 n'a pas pu être compensée par le contrôle efficace des charges opérationnelles sur la période (-361 K€). Les autres composants du résultat (éléments financiers et exceptionnels) ne sont pas significatifs. Enfin, l'impact fiscal reste quant à lui positif à +0,6 M€, grâce toujours au Crédit d'Impôts Recherche dont bénéficie la Société (0,6 M€ au titre de 2017).

Au niveau consolidé, le résultat opérationnel courant du Groupe, avant prise en compte des amortissements mais après celle des reprises de Crédit d'Impôt Recherche en résultat, ressort positif à 0,2 M€ contre 3,8 M€ en 2016. Là encore, la diminution des revenus n'est compensée que partiellement par le contrôle efficace des coûts opérationnels en 2017. Le résultat net consolidé, après prise en compte des impacts financiers (-0,5 M€) et fiscaux (+0,1 M€) ressort déficitaire à -2,8 M€ contre un bénéfice de 0,6 M€ en 2016.

- un endettement de 1,7 M€ au niveau consolidé (capital et intérêts restant dus) au 31 décembre 2017, suite notamment à l'emprunt obligataire (1,8 M€) émis par la filiale française en juillet 2013, avec un différé de remboursement de 4 ans, et entièrement souscrit par le GIAC. L'emprunt bancaire (montant initial de 0,9 M€ initié en 2012 auprès de HSBC) a, quant à lui, été entièrement remboursé fin février 2017.
- une situation financière saine et solide, compte tenu de la trésorerie disponible au 31 décembre 2017 au niveau du Groupe à hauteur de 4,5 M€ (avant prise en compte des dettes financières courantes et non courantes), en diminution de -2 M€ par rapport à la dernière clôture (revenus et résultats en diminution marquée en 2017).

## 5.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2017. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés annuels 2017.
  - o *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères devraient rester significatifs dans les prochains mois : peu de coûts opérationnels exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 31 décembre 2017, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
  - o *Risque de taux* : au 31 décembre 2017, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%). Cependant, les niveaux actuels du taux Euribor 3 mois, et son évolution, n'impliquent pas de risque de taux significatif pour le Groupe.
  - o *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client, de sa structure en 2017 et de son évolution début 2018, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 31 décembre 2017.

- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2017 et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

### 5.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours de l'exercice 2017, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou d'autres instruments dérivés.

### 5.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons dans les tableaux ci-dessous la composition des dettes fournisseurs et des clients de la Société, par date d'échéance aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 :

#### 5.4.1 Tableaux des délais de paiement des dettes fournisseurs (hors flux intragroupes)

##### SW SA \_ Dettes Fournisseurs au 31 décembre 2017

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	109	64	45	-	-
Fournisseurs d'immobilisations	-				
Factures Non Parvenues	178	178			
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>287</b>	<b>242</b>	<b>45</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		84%	16%	0%	0%

##### SW SA \_ Dettes Fournisseurs au 31 décembre 2016

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	362	15	343	4	-
Fournisseurs d'immobilisations	15		15		
Factures Non Parvenues	306	306			
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>683</b>	<b>321</b>	<b>358</b>	<b>4</b>	<b>-</b>
		47%	52%	1%	0%

Au 31 décembre 2017, le montant échu de 45 K€ est notamment composé de 2 dettes significatives et identifiées, représentant un total de 41 K€ (soit 91 %) et qui ont été réglées en janvier 2018.

#### 5.4.2 Tableaux des délais de paiement des créances clients (hors flux intragroupes)

##### SW SA \_ Créances Clients au 31 décembre 2017

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	2 397	2 113	284	-	-
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 048	1 048			
Créances douteuses brutes	20				20
Pertes de valeur	-19				-19
<b>Créances clients nettes</b>	<b>2 398</b>	<b>2 113</b>	<b>284</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
		88%	12%	0%	0%

##### SW SA \_ Créances Clients au 31 décembre 2016

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 240	1 547	2 661	32	-
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 542	1 542			
Créances douteuses brutes	26				26
Pertes de valeur	-25				-25
<b>Créances clients nettes</b>	<b>4 241</b>	<b>1 547</b>	<b>2 661</b>	<b>32</b>	<b>1</b>
		36%	63%	1%	0%

Au 31 décembre 2017, concernant les créances échues < 3 mois, seulement trois clients composent le solde. Ces créances ont été entièrement réglées en janvier et février 2018.

En complément des informations ci-dessus, et conformément au I de l'article D.441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-dessous le détail des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2017 :

## SW SA \_ Factures reçues non réglées au 31 décembre 2017

Factures <i>RECUES</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	22					15
Montant total des factures (€ TTC)	63 663 €	44 444 €	4 918 €	734 €	232 €	50 328 €
% du montant total des achats (€ HT)	1,2%	0,7%	0,1%	-	-	0,8%
% du CA de l'exercice (€ HT)						
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nombre de factures concernées				NA		
Montant total des factures (€ HT)				NA		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 90 jours		

## SW SA \_ Factures émises non réglées au 31 décembre 2017

Factures <i>EMISES</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	13					4
Montant total des factures (€ TTC)	1 065 514 €	284 124 €	-	-	-	284 124 €
% du montant total des achats (€ HT)						
% du CA de l'exercice (€ HT)	45,4%	11,2%	-	-	-	11,2%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nombre de factures concernées				5		
Montant total des factures (€ HT)				19 343 €		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 60 jours		

## **5.5 Informations sociales et environnementales**

### *5.5.1 Informations sociales*

#### *(a) Pour la Société*

L'évolution des effectifs de la Société est la suivante:

- 31 décembre 2015 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2016 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2017 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux

#### *(b) Pour le Groupe*

Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 31 décembre 2017 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 21 personnes
- StreamWIDE Romania : 49 personnes
- StreamWIDE Beijing : 5 personnes
- StreamWIDE Inc. : 13 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 25 personnes
- StreamWIDE PTE Ltd : 1 personne

Au 31 décembre 2017, le Groupe compte 114 personnes contre 111 fin 2016.

#### *(c) Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société*

Conformément à la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, nous vous précisons qu'aucun accord collectif n'a été conclu au sein de la Société.

### *5.5.2 Informations environnementales*

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

Concernant l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire, le Groupe et la Société, sans prendre d'engagement formel vu les impacts jugés non significatifs, restent attentifs à la mise en œuvre de toute source d'économie potentielle.

## **5.6 Informations sur les retraites chapeaux ou autre avantage versé au titre de la cessation de fonctions**

Au 31 décembre 2017, aucun engagement de cette nature n'a été pris par la Société ou le Groupe au profit d'aucun de ses mandataires sociaux ou salariés.

## **5.7 Informations sur les prêts consentis par la Société en application des dispositions de l'article L.511-6 du Code monétaire et financier**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société n'a consenti aucun prêt de moins de deux ans à des petites ou moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques pouvant le justifier, conformément à l'article L.511-6 du Code Monétaire et Financier.

## **5.8 Conventions courantes et réglementées (art. L. 225-38 et suivants du Code de Commerce)**

Dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la Société et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe ;
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe ;
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution ;
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée ;
- *StreamWIDE Tunisia Sarl* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe et contrat de prestations de services ;
- *StreamWIDE PTE Ltd* : accord de fourniture de licences logicielles et de distribution et contrat de prestations de services

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la Société, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (confer note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

### *5.8.1 Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

### *5.8.2 Conventions visées à l'article L. 225-102-1 alinéa 13 du Code de Commerce*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

## **5.9 Événements postérieurs à la clôture annuelle**

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport relatif à l'examen des comptes consolidés et annuels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et clos au 31 décembre 2017.

On peut cependant noter le remboursement de la créance CIR 2016 à hauteur de 728 K€ intervenu en mars 2018. Suite au remboursement de la créance 2015 (770 K€), intervenu quant à lui en novembre 2017, les remboursements anticipés demandés ont tous été effectués après le contrôle engagé par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis début 2015. Début 2018, seule la créance CIR au titre de 2017 (635 K€) reste donc à récupérer, dès que son remboursement anticipé aura été demandé, conformément aux exercices antérieurs.

Enfin, nous vous informons que lors de sa réunion en date du 23 mars 2017, le conseil d'administration a constaté (i) l'exercice, au cours de l'exercice 2017, d'un nombre total de 90 BSA et la souscription corrélative de 6 actions nouvelles ordinaires de la Société et en conséquence (ii) la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant nominal de 0,6 euro, assortie d'une prime d'émission globale de 83,4 euros.

Le capital de la Société s'élève donc désormais à 302.996,80 euros. Il est divisé en 3.029.968 actions d'une valeur nominale de 0,1 euro chacune.

## 5.10 Opérations sur titres

### 5.10.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la société de ses propres actions

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles des actionnaires de la Société réunies depuis le 29 juin 2009 ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce. Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société au cours de l'exercice 2017, dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions en €	Frais de négociation en €	Montant en €
Contrat _ Achat	6.179	5,28	1.663	34.288
Contrat _ Vente	-11.190	5,24	9.896	- 68.532
Rachats Actions	74.943	4,90	1.953	369.174

Au 31 décembre 2017, la Société dispose ainsi de 10.391 actions dans le cadre de son contrat de liquidité et 90.096 actions dans le cadre de son programme de rachat. La Société dispose donc d'un total de 100.487 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 485.649 €. Au cours de clôture du 31 décembre 2017 (6,21 €), la valorisation est de 624.024 € et aucune provision n'est donc nécessaire dans les comptes statutaires de la Société. Ces actions représentent 3,3 % du capital de la Société.

La Société n'a utilisé aucune de ses actions en dehors du contrat de liquidité. Aucune réallocation n'a été effectuée.



### 5.10.2 *Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital*

Néant.

### 5.10.3 *État de la participation des salariés au capital social*

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Par ailleurs, nous vous précisons que le pourcentage de détention du capital de la Société par les salariés (y compris Monsieur Zakaria NADHIR) est de 6,2 % au 31 décembre 2017.

Nous joignons au présent rapport le rapport spécial établi en application des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce.

Concernant les contrats d'intéressement et de participation, il n'existe plus au sein de la Société et/ou du Groupe de tels accords. Le dernier accord d'intéressement couvrait les exercices 2009, 2010 et 2011.

### Bons de Souscription d'Actions (BSA)

En outre, nous vous rappelons qu'en juin 2015, la Société a attribué gratuitement à ses actionnaires 3.016.391 BSA (BSA 1) et a émis un total de 2.325.000 BSA (au prix unitaire de 0,007 €) au profit des managers et salariés du groupe et de personnes dénommées (BSA 2 et BSA 3). Les principales caractéristiques de ces BSA sont les suivantes :

- *BSA 1 "actionnaires"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Ces BSA sont cotés et négociables sur le marché Euronext Growth depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, et ce, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- *BSA 2 "managers-salariés"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 2 émis et entièrement souscrits est de 2.002.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018) ;
- *BSA 3 "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 3 émis et entièrement souscrits est de 322.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018).

Au 31 décembre 2017, tenant compte des souscriptions effectives et des départs de certains salariés (qui rendent de facto leurs BSA souscrits caducs), le nombre de BSA existant est le suivant :

- BSA 1 : 3.013.226 après l'exercice de 90 BSA et l'émission de 6 actions nouvelles
- BSA 2 : 1.950.000
- BSA 3 : 315.000

L'ensemble de ces BSA (5.278.226), s'ils venaient à être exercés dans leur totalité, représenterait 351.882 actions nouvelles, soit 11,6 % du capital social actuel.

#### 5.10.4 Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs

Par ailleurs, conformément à l'article L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons que les mandataires sociaux et administrateurs de la Société ont effectué les opérations suivantes au cours de l'exercice 2017 :

Monsieur Zakaria NADHIR, Directeur Technique du Groupe et administrateur de la Société a cédé, en juin 2017, 20.000 titres au cours de 4,9 € par action.

Aucune autre opération n'a été effectuée au cours de l'exercice 2017 par les mandataires sociaux et administrateurs de la Société.

#### 5.11 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2017 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Beglin)	45,7 %	53,6 %
OKHEMA (L. Gaichies)	18,1 %	21,2 %
Zakaria Nadhir	3,9 %	4,6 %
Salariés de la Société	2,3 %	2,7 %
Auto détention	3,3 %	-
Public (*)	26,7 %	17,9 %

(\*) Dont 7 investisseurs institutionnels (FCP et FCPI) détenant globalement plus de 20% du capital social de la Société.

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double. Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 2.132.214 au 31 décembre 2017 (rappel : 2.161.876 au 31 décembre 2016). Le nombre total de droits de vote est donc de 5.162.182 au 31 décembre 2017 (rappel : 5.191.838 au 31 décembre 2016).

#### 5.12 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient à plus de 10% de son capital

Néant.

#### 5.13 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Néant.

#### 5.14 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Cette information est présentée en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 3).

### **5.15 Rapport du Commissaire aux comptes**

Votre Commissaire aux comptes vous fera part dans son rapport sur les comptes annuels et consolidés, dont lecture va vous être donnée en suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur lesdits comptes qui vous sont présentés.

### **6. Projet de pouvoirs pour formalités**

Afin de faciliter la mise en œuvre des formalités légales de publicité et de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Paris, résultant de la réalisation des opérations en faveur desquelles nous vous proposons de voter, nous vous demandons de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, extrait ou d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

Nous espérons que ces opérations, qui vont dans le sens des intérêts de votre Société recueilleront votre approbation et nous vous demandons de voter en faveur de l'ensemble des résolutions proposées.

Paris, le 23 mars 2018  
Le Conseil d'Administration

**STREAMWIDE**  
**Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**  
**SELON LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.225-37 DU CODE DE COMMERCE MODIFIE PAR**  
**L'ORDONNANCE 2017-1162 DU 12 JUILLET 2017**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise établi par votre Conseil d'Administration en vertu des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, modifié par l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017.

Conformément à l'article L.225-37-4 du Code de Commerce, modifié par l'ordonnance n°2017-1162 du 12 juillet 2017, nous vous présenterons successivement :

- (i) La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice ;
- (ii) Les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales ;
- (iii) Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice ;
- (iv) Le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de Commerce.

**1. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice**

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats exercés dans toute société
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2018	Président Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président et administrateur de StreamWIDE Romania,</li> <li>- Président de StreamWIDE Beijing,</li> <li>- Président et administrateur de StreamWIDE Inc.</li> <li>- Président de StreamWIDE PTE Ltd</li> </ul>	- Gérant Be2TEL Sprl
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2018	Directeur Général Délégué  Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur de StreamWIDE Beijing,</li> <li>- COO et administrateur de StreamWIDE Inc.</li> </ul>	- Gérant Okhema Sprl
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2018	Administrateur	-	-

**2. Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales**

Au cours de l'exercice 2017 et antérieurement, aucune convention visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conformément à l'article L.225-102-1 alinéa 13 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part et selon le cas, l'un des membres du Conseil d'administration, le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, d'une société et,
- d'autre part, une autre société dont cette dernière possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital,

sauf lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention conclue en 2017 et entrant dans cette catégorie n'a été identifiée.

### **3. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice**

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs ou de compétences, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

<b>Autorisations en cours de validité</b>	<b>Durée de validité</b>	<b>Plafond</b>	<b>Utilisation de la délégation</b>
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 23 juin 2017]	26 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 23 juin 2017]	26 mois	100.000 € en nominal	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 23 juin 2017]	26 mois	100.000 € en nominal	-

Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 23 juin 2017]	26 mois	15% de l'émission initiale	-
Autorisation d'annulation de tout ou partie des actions achetées par la Société [AGE 23 juin 2017]	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois	-

#### **4. Choix des modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de Commerce.**

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Ces modalités d'exercice de la direction générale ont été confirmées lors du conseil d'administration du 22 mars 2013, conseil au cours duquel les mandats de Monsieur Pascal BEGLIN, en qualité de Président du conseil d'administration, et de Monsieur Lilian GAICHIES, en qualité de Directeur Général Délégué, ont été renouvelés.

Ainsi, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assure la direction générale de la Société.

Paris, le 23 mars 2018  
Le conseil d'administration

**STREAMWIDE**  
*Société anonyme au capital de 302.996,20 Euros*  
*Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS*

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE**  
**EN DATE DU 22 JUIN 2018**  
**SELON LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.225-184 ET L.225-197-4**  
**DU CODE DE COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport établi par votre Conseil d'administration vous rendant compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce relatifs aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société.

Nous vous informons des opérations intervenues relatives (i) aux options d'achats ou de souscription d'actions et (ii) aux attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et depuis la clôture de l'exercice.

**1. Options d'achats ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et depuis la clôture de l'exercice**

1.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

1.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA



**2. Attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et depuis la clôture de l'exercice**

2.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

2.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

Paris, le 23 mars 2018  
Le conseil d'administration

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société StreamWIDE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **Fondement de l'opinion**

#### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- ▶ La note 4.3 de l'annexe des comptes consolidés décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à valider, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.
- ▶ La note 4.5 de l'annexe des comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné le bien-fondé de la méthode comptable utilisée et sa correcte application.

### Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 26 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

A l'Assemblée Générale de la société StreamWIDE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 2.8 de l'annexe des comptes annuels décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à valider, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

## Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### ■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

### ■ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 26 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

## **StreamWIDE**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

A l'Assemblée Générale de la société StreamWIDE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

#### **Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 26 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet



**Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés annuels – 31 décembre 2017**

• **Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2017  
et 31 décembre 2016**

<b>en K€</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Note</b>
Licences	1 326	3 730	
Maintenance	3 774	3 802	
Prestations de services	644	1 293	
Ventes tiers	10	757	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5 754</b>	<b>9 582</b>	7.1
Achats et variations de stocks	-4	-565	7.3
Charges externes	-2 326	-2 621	7.3
Impôts et taxes	-53	-115	
Charges de personnel	-3 741	-3 270	7.2
Dotations aux amortissements	-2 524	-3 108	7.4
Dotations nettes aux provisions	-54	-15	
Autres produits d'exploitation	651	790	7.5
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-2 296</b>	<b>680</b>	
Autres produits opérationnels	-	-	
Autres charges opérationnelles	-113	-81	7.5
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-2 409</b>	<b>599</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents	12	6	
Coût financier Brut	-57	-64	
<b>Coût financier Net</b>	<b>-46</b>	<b>-59</b>	7.6
Autres produits financiers	40	189	7.6
Autres charges financières	-474	-109	7.6
Charges / Produits d'impôts	80	-18	7.7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>-2 810</b>	<b>603</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>Résultat net</b>	<b>-2 810</b>	<b>603</b>	
Part du Groupe	-2 810	603	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	-0,91	0,20	7.8
Résultat dilué par action	-0,91	0,20	7.8

• Situations financières consolidées aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Note
Immobilisations incorporelles	6 489	6 441	8.1
Immobilisations corporelles	317	369	8.2
Autres actifs financiers	341	362	8.3
Actifs d'impôts différés	135	46	8.4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>7 281</b>	<b>7 218</b>	
Créances clients	3 571	6 327	8.5
Autres débiteurs	660	687	8.5
Autres actifs fiscaux	1 404	1 538	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 511	6 465	8.6
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>10 145</b>	<b>15 017</b>	
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>17 427</b>	<b>22 235</b>	
Capital	303	303	
Primes	8 503	8 502	
Réserves consolidées	5 866	5 267	
Titres auto détenus	-486	-153	
Résultat net part du Groupe	-2 810	603	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11 376</b>	<b>14 522</b>	8.7
Passifs financiers	-	1 657	8.8
Provisions non courantes	203	168	8.9
Produits fiscaux différés	1 140	1 149	8.10
Passifs d'impôts différés	0	81	8.10
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>1 343</b>	<b>3 055</b>	
Passifs financiers	1 674	148	8.8
Provisions courantes	6	6	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	503	982	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 161	1 296	8.10
Produits fiscaux différés	570	575	8.10
Produits constatés d'avance	794	1 650	8.10
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>4 708</b>	<b>4 657</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>17 427</b>	<b>22 235</b>	

- **Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016**

En K€	31-déc-17	31-déc-16
<b>Résultat Net</b>	<b>-2 810</b>	<b>603</b>
Ecarts de conversion	17	-40
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
<b>Total Gains / Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>17</b>	<b>-40</b>
<b>Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>-2 793</b>	<b>563</b>

- **Variations des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
<b>Capitaux propres 31 DEC 2015</b>	303	8 500	-118	5 486	-165	15	14 021	0	14 021
Opérations sur capital		3					3		3
Paiements fondés sur des actions							-58		-58
Opérations sur titres auto détenus			-35	-23			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				603	-40		563		563
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-8	-8		-8
<b>Capitaux propres 31 DEC 2016</b>	303	8 503	-153	6 066	-205	7	14 521	0	14 521
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions							-342		-342
Opérations sur titres auto détenus			-333	-9			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-2 810	17		-2 793		-2 793
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-10	-10		-10
<b>Capitaux propres 31 DEC 2017</b>	303	8 503	-486	3 247	-188	-3	11 376	0	11 376

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016**

(En K€)	31-déc.-17	31-déc.-16
<b>Résultat Net consolidé</b>	<b>-2 810</b>	<b>603</b>
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	2 524	3 108
Variation des provisions	54	15
Autres produits d'exploitation (*)	-649	-786
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>-881</i>	<i>2 940</i>
Coût de l'endettement financier net	46	58
Charge d'impôts sur le résultat	-80	-18
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>-915</i>	<i>2 980</i>
Variation actifs	2 094	-2 779
Variation passifs	-939	1 449
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>1 155</i>	<i>-1 330</i>
Impôts versés	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>240</b>	<b>1 650</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 520	-2 932
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles	-	-
Variation immobilisations financières	21	5
Cession d'immobilisations financières	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	770	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-1 729</b>	<b>-2 927</b>
Augmentation (diminution) de capital	-	-
Augmentation (diminution) des emprunts	-132	-180
Intérêts financiers nets versés	-	-
Dividendes versés	-	-
Rachats et reventes d'actions propres	-333	-35
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-465</b>	<b>-215</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-1 954</b>	<b>-1 492</b>
Trésorerie début de période	6 465	7 957
Trésorerie fin de période	4 511	6 465

(\*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(\*\*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

## **1. Informations sur la Société et le Groupe**

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment entreprises, avec les solutions Team On The Run et Team On Mission, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, Singapour, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, et l'Argentine, StreamWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 23 mars 2018.

## **2. Evénements significatifs de la période**

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité annuel. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- *Des effets de base défavorables* : les revenus 2017 sont en diminution marquée suite à des effets de base défavorables. Deux ventes significatives avaient été réalisées en 2016 (avec un client français et un client européen). Ces ventes, par nature non récurrentes, n'ont pas été compensées en 2017. Les revenus de l'activité historique diminuent ainsi de 3,8 M€ en 2017, sans que les revenus issus des nouvelles solutions ne soient encore suffisamment significatifs.
- *Des investissements et des développements soutenus dans les nouvelles solutions* : la capacité et la dynamique de développement et d'innovation du Groupe ont été conservées dans un contexte sectoriel et économique difficile.

Des efforts continus et importants ont été faits tout au long de l'année 2017 dans le développement de la solution "Team On The Run", qui regroupent aujourd'hui de très nombreuses fonctionnalités permettant d'adresser des marchés spécifiques (talkie-walkie en environnement critique et système de géolocalisation), tout en proposant une solution flexible de transformation digitale, avec le lancement du module "My Business" permettant de digitaliser rapidement et simplement les différents processus métiers critiques des entreprises.

- *Des efforts commerciaux et de réelles perspectives de diversification* : la stratégie commerciale suivie depuis plusieurs mois, notamment en France, pourrait permettre au Groupe de remporter un premier appel d'offre significatif et structurant. Si tel était le cas, cela permettrait au Groupe de se positionner comme un acteur majeur sur des marchés spécifiques, avec un fort potentiel à moyen terme.
- *Revue des durées d'amortissement des actifs incorporels* : les durées et valeurs d'utilité des dernières solutions développées par le Groupe ("Team On The Run" / "Team On Mission") ont été ré-estimées au second semestre de l'exercice, pour tenir compte des avancées commerciales significatives, intervenues en 2017, qui devraient avoir un impact important sur les revenus 2018. Les nouvelles durées d'amortissement retenues sont de 5 ans, contre 1 à 3 ans auparavant, impliquant donc une diminution des amortissements annuels (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

### **3. Présentation et base de préparation des états financiers**

#### **3.1 Référentiel comptable**

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2017 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 23 mars 2018, date d'arrêté de ces comptes par le conseil d'administration. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

#### **3.2 Principes retenus**

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

##### ***3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017***

###### *Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire*

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 31 décembre 2017.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception des évolutions normatives suivantes :

- Amendement à IAS 12 – Comptabilisation des actifs d'impôts au titre des pertes latentes ;
- Amendement à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir.

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes, interprétations et amendements suivants dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

*Adoptées par l'Union européenne et non encore applicables :*

- IFRS 4 – Contrats d'assurance : Application de la norme ;
- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actif entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise (date de première application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser) ;
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires, tirés des contrats conclus avec des clients ;
- IFRS 15 – Clarifications ;
- IFRS 16 – Contrats de location ;
- IAS 40 – Transfert de titres de propriété ;
- Amélioration annuelles des IFRS (cycles 2015 – 2017).

*Non encore adoptées par l'Union européenne :*

- IFRS 12 – informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités.

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe n'identifie pas d'incidences significatives sur les comptes consolidés annuels :

- IFRS 2 – Classification et évaluations des transactions liées aux paiements basés sur des actions ;
- IFRS 17 – Contrats d'assurance ;
- IFRIC 22 – Devises ; Considération sur les transactions et les avances ;
- IFRIC 23 – Incertitudes concernant les traitements sur l'impôt sur les sociétés ;
- IAS 28 – Titres de sociétés mises en équivalence et co-entreprises : évaluation à la juste valeur.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Le Groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, l'impact de l'application de ces normes ne peut être connu avec une précision suffisante.

*Application d'IFRS 15 – Reconnaissance des revenus*

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, ainsi que des clarifications en avril 2016. Cette norme impose un modèle de reconnaissance unique du chiffre d'affaires en 5 étapes, fondé sur le transfert de contrôle des obligations de performance identifiées dans les contrats avec les clients : (i) identification du(des) contrat(s) avec un client, (ii) identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat, (iii) détermination du prix de la transaction, (iv) affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance et (v) comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La mise en application de cette norme étant obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe a conduit en 2017 un projet interne ayant pour objectifs :

- l'identification des principales divergences entre le référentiel actuel (IAS 18 et IAS 11) et la norme IFRS 15 ;
- la collecte des informations nécessaires à l'estimation des impacts sur les comptes consolidés et ;
- la mise en œuvre des modalités d'application de la norme selon la méthode rétrospective modifiée, méthode retenue par le Groupe.

Aucune divergence significative n'a été identifiée entre les principes IFRS 15 et les principes comptables déjà appliqués par le Groupe. Ainsi, aucun impact significatif n'est attendu au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (application selon la méthode rétrospective modifiée).

### **3.2.2 Principes de présentation**

#### *Etat de la situation financière*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

#### *Compte de résultat et état du résultat global*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## **4. Principes, règles et méthodes comptables**

### **4.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.



La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2017, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2017 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

## **4.2 Monnaies étrangères**

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON et Tunisie - TND).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

## **4.3 Comptabilisation des produits**

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

#### **4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche**

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

#### **4.5 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

**Les frais de développement** ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

#### **4.6 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

#### **4.7 Dépréciation d'actifs**

##### ***Ecarts d'acquisition***

Au 31 décembre 2017, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

### ***Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

## **4.8 Instruments financiers**

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

### ***Autres actifs financiers***

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

#### ***Dépôts de garantie***

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

#### ***Autres actifs financiers non courants***

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

### ***Titres auto-détenus***

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

### ***Créances clients et autres débiteurs***

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

### ***Passifs financiers courants et non courants***

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

### ***Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance***

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

## **4.9 Avantages du personnel**

### ***Retraites***

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

#### ***Autres avantages accordés aux salariés***

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

#### ***Paiements fondés sur des actions***

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2017, les BSA actionnaires, attribués en 2015 à titre gratuit, ne génèrent aucun retraitement lié à l'application de la norme IFRS 2. Concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative et hors marché, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

#### **4.10 Provisions et passifs éventuels**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

#### **4.11 Charge (produit) d'impôts et impôts différés**

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

#### **4.12 Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

### **5. Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révise ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.



Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

## 6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		12.2017	12.2016	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - Imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.
StreamWIDE PTE LTD	141 Cecil Street 10.01- T.A.A Building 069541 SINGAPORE	100	-	I.G.

**StreamWIDE Romania** a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

**StreamWIDE Inc** a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

**Beijing StreamWIDE Technology** a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.



**StreamWIDE France SAS** a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe.

**StreamWIDE Tunisie SARL** a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement de la solution "Team On The Run".

**StreamWIDE PTE LTD** a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Pour mémoire, un établissement stable a été ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010. Cet établissement n'a pas de capital social. Les données financières, peu significatives, sont directement intégrées dans les comptes de la Société. Deux filiales anglaises (Bzoo Networks LTD et StreamWIDE LTD) ont été créées en mai 2013 mais n'ont enregistré aucune activité depuis. Leur capital social, détenu et contrôlé à 100% par StreamWIDE SA, est respectivement de 1 £ au 31 décembre 2017.

## 7. Notes sur le compte de résultat consolidé

### 7.1 Chiffre d'affaires

<b>En K€</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variation</b>
Licences	1 326	3 730	-2 404
Maintenance	3 774	3 802	-28
Prestations de services	644	1 293	-649
Ventes Tiers	10	757	-747
<b>TOTAL CA</b>	<b>5 754</b>	<b>9 582</b>	<b>-3 828</b>
Autres produits	-	-	-
Subventions	-	-	-
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Comme indiqué déjà depuis plusieurs mois, le contexte sectoriel des télécommunications reste difficile avec des décisions d'investissement dans les services qui souffrent d'un immobilisme certain. Les rares opportunités présentes sont traitées et proposées dans des délais toujours très longs, et si le Groupe reste opportuniste dans ce marché historique, les efforts commerciaux et techniques ont clairement porté en 2017 sur les nouveaux marchés et les prochains relais de croissance.

Les effets de base, pénalisant déjà les revenus du premier semestre 2017 (0,6 M€ de licences et 0,6 M€ de ventes tierces non récurrentes en 2017), pèsent également fortement sur les revenus du second semestre de l'exercice. En effet, une vente significative de licences (1,6 M€) réalisée en France n'a pas été compensée au second semestre 2017.

Seuls les revenus récurrents de maintenance restent stables sur la période (3,8 M€). Cela devrait perdurer dans les prochains mois.

Enfin, les services subissent également la non récurrence de nouveaux marchés importants dans l'activité historique. Leur diminution s'explique par plusieurs missions qui ont été menées et terminées en 2016 alors qu'un nombre moins importants de projets a été mené en 2017. Les ventes tierces, quant à elles, concernaient en 2016 un projet et un client européen spécifique. Aucune vente tierce significative n'a été réalisée en 2017.

Les revenus annuels 2017, et leur diminution marquée, sont conformes aux attentes du Groupe, telles que présentées à mi-année. Le Groupe a anticipé depuis plusieurs mois maintenant cette situation et concentre dorénavant ses efforts sur les nouvelles solutions qu'il propose. L'année 2017 est ainsi une année de transition pour le Groupe entre ses activités et marchés historiques (même s'il reste très concurrentiel avec ses offres des messageries vocales et de facturation temps réel) et ses nouvelles solutions et relais de croissance importants qu'elles représentent et que le Groupe cible depuis plusieurs mois.

## 7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Salaires et traitements	2 799	2 448	351
Charges sociales	942	822	120
Avantages du personnel	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>3 741</b>	<b>3 270</b>	<b>471</b>

  

	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Cadres	113	111	2
Non Cadres	-	-	-
<b>TOTAL Effectif</b>	<b>113</b>	<b>111</b>	<b>2</b>

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre 2017, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 31 décembre 2017 représente 2.299 K€, contre 2.623 K€ au 31 décembre 2016. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Charges de personnel en résultat	3 741	3 270	471
Frais de développement activés	2 299	2 623	-324
<b>TOTAL</b>	<b>6 040</b>	<b>5 893</b>	<b>147</b>

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent donc sur la période de 147 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" dans la mesure où le nombre de salariés augmente légèrement sur la période (114 personnes fin 2017 contre 111 personnes fin 2016). Les principales variations de la période proviennent de la filiale roumaine.

L'impact du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi n'est pas significatif pour le Groupe (3 K€ au titre de 2017 et 7 K€ au titre de 2016) car les salaires moyens dans les sociétés françaises sont majoritairement supérieurs aux montants concernés par cette mesure.

### 7.3 Autres charges externes

<b>En K€</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variation</b>
Achats de marchandises	4	565	-561
Variations de stock	-	-	-
<b>TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS</b>	<b>4</b>	<b>565</b>	<b>-561</b>
Achats études et prestations de services	28	35	-7
Achats non stockés de marchandises	101	125	-24
Sous traitance	178	371	-193
Locations et charges locatives	619	621	-2
Entretiens, réparations et maintenance	45	38	7
Assurances	74	69	5
Commissions et honoraires	457	606	-149
Publicités, expositions et insertions	175	121	54
Transports, déplacements et missions	238	259	-21
Affranchissements et télécoms	222	198	24
Redevances	85	75	10
Autres	106	102	4
<b>TOTAL CHARGES EXTERNES</b>	<b>2 326</b>	<b>2 620</b>	<b>-294</b>

Les achats-ventes de marchandises ne sont pas structurels pour le Groupe. Leur évolution provient essentiellement d'une vente spécifique de matériels envers un client européen en 2016, non récurrente en 2017.

Les autres charges externes diminuent sur la période (-0,3 M€) suite à la diminution de la sous-traitance et des services extérieurs aux US (-0,2 M€) et à celle des honoraires et commissions (-0,1 M€), en parallèle de l'évolution baissière des revenus. On note également une légère augmentation des frais de publicités et d'exposition suite à la présence du Groupe dans certains nouveaux salons professionnels spécialisés (Milipol Paris par exemple) correspondant aux nouveaux acteurs et marchés ciblés. Les autres charges externes sont restées maîtrisées en 2017 et continueront à l'être efficacement dans les prochains mois.

## 7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 360	2 937	-577
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 357	2 933	-576
Dotations aux amortissements corporels	164	171	-7
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>2 524</b>	<b>3 108</b>	<b>-584</b>
Dotations aux provisions	80	58	22
Reprises de provisions	-26	-43	17
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>54</b>	<b>15</b>	<b>39</b>

Les amortissements des frais de développement sont de 2.357 K€ en 2017 contre 2.933 K€ en 2016. Une revue des principales durées d'amortissement a été effectuée fin 2017 pour tenir compte de l'évolution de l'activité du Groupe et du développement des revenus liés aux solutions Team On The Run et Team On Mission. Les durées d'utilité ont ainsi été augmentées concernant ces deux solutions, suite aux avancées commerciales significatives qui devraient avoir un impact positif sur les revenus dès 2018. Ainsi, les nouvelles durées d'amortissement des solutions TOTR et TOM sont de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, contre 1 à 3 ans auparavant, ce qui explique la diminution des amortissements sous-jacents. L'impact 2018 devrait être plus marqué encore car l'impact de ce changement de durée sera annuel, alors qu'il n'est que d'un semestre en 2017. Les amortissements annuels devraient donc être d'environ 1,8 M€ dès 2018 contre 3 M€ au cours des exercices antérieurs.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 31 décembre 2017 est de 6.226 K€ (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 3.731 K€ pour les nouvelles solutions "Team On The Run" / "Team On Mission".

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (80 K€) correspondent principalement à des pertes de valeur supplémentaires constatées sur des créances clients non recouvrées à date. Les reprises font suite à des remboursements en 2017 d'anciennes créances entièrement provisionnées, générant un résultat net de cession de 6 K€.

## 7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (651 K€ en 2017) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (649 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements ayant diminué en 2017 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche diminuent également.

*Les autres charges opérationnelles (113 K€ au 31 décembre 2017) correspondent à des coûts salariaux spécifiques suite à certains départs, en Roumanie et en France notamment. Ces coûts sont isolés sous cette rubrique car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et par nature, non récurrents.*

## 7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Produits sur placements de trésorerie	12	6	6
Coût financier brut	-58	-64	6
<b>Coût financier net (charges nettes)</b>	<b>-46</b>	<b>-58</b>	<b>12</b>
Gains de change	40	189	-149
Pertes de change	-475	-109	-366
Produits nets de cessions d'actifs		-	-
<b>Total Impact Financier</b>	<b>-481</b>	<b>22</b>	<b>-503</b>

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération quasi nuls en 2017, comme en 2016.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt de 900 K€ souscrit auprès de HSBC en février 2012, ainsi qu'au coût financier annuel de l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017). Les intérêts sur l'emprunt HSBC (échéance finale en février 2017) diminuent avec l'effet temps.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USD sur la période a généré un impact net négatif de 435 K€ contre un gain net de 80 K€ en 2016. Les variations de change ont été défavorables en 2017 alors qu'elles étaient quasi équilibrées en 2016.

## Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 31 décembre 2017.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

## Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

## 7.7 Produit d'impôts

Le produit d'impôt est de 80 K€ au 31 décembre 2017, contre une charge de 18 K€ au 31 décembre 2016, et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Impôts exigibles	96	72	24
Impôts différés	-176	-54	-122
<b>Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)</b>	<b>-80</b>	<b>18</b>	<b>-98</b>

Les impôts différés actifs retenus et comptabilisés au 30 juin 2017 ont été dépréciés fin 2017.

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par les sociétés françaises (42 K€) et américaine (53 K€) du Groupe. Pour mémoire, ces sociétés ne décaissant pas d'impôt annuel, ces retenues à la source ne sont imputables sur aucun impôt payé. Elles sont donc de facto conservées en charge de période.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". L'augmentation du produit d'impôts différés (122 K€) provient essentiellement du retraitement des écarts de conversion passifs au 31 décembre 2017, plus importants qu'en 2016. L'impact du retraitement des frais de développement est quasi neutre en 2017 suite à la diminution constatée des amortissements sous-jacents.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société StreamWIDE est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 31 décembre 2017 :

En K€	31-déc-17	31-déc-16
Résultat opérationnel	-2 409	599
Coût de l'endettement financier net	-46	-59
Autres produits et charges financiers	-435	80
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	<b>-963</b>	<b>207</b>
Impôt courant	96	72
Impôt différé	-176	-54
<b>Impôt réel</b>	<b>-80</b>	<b>18</b>
Taux d'impôt réel	2,77%	2,90%
Ecart sur taux	-30,56%	-30,43%
<b>Ecart sur impôt</b>	<b>883</b>	<b>-189</b>
<hr/>		
Détail		
Déficits imputés dans l'exercice		
Déficits créés dans l'exercice	1 033	
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	56	59
Différences permanentes et autres éléments	-206	-248
	<b>883</b>	<b>-189</b>

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. En 2017, les reprises sont de 649 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (216) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments" ;



- (ii) Les retenues à la source (95 K€ principalement au niveau de StreamWIDE France et de StreamWIDE Inc.) et autres crédits d'impôts (résultat positif de 107 K€ de StreamWIDE Tunisie exonéré d'impôts société) créent également une différence entre l'impôt théorique et réel.
- (iii) Les reports déficitaires générés et créés en 2017 par les entités françaises (3,4 M€) n'ont pas été activés au 31 décembre 2017, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (1 M€ en tenant compte des nouveaux taux d'impôts société à compter de 2022).

Au 31 décembre 2017, le report déficitaire propre à la société mère StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 8.078 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 9.533 K€. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 217 K€ au 31 décembre 2017 (confer note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

## **7.8 Résultat par action**

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>Actions émises</b>	<b>Actions propres</b>	<b>Actions en circulation</b>	<b>Nombre pondéré d'actions</b>
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>3 026 817</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>3 026 817</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>Actions émises</b>	<b>Actions propres</b>	<b>Actions en circulation</b>	<b>Nombre pondéré d'actions</b>
31.12.2016		15 402	3 025 390	506 674
31.01.2017		14 654	3 040 044	506 586
29.02.2017		-530	3 039 514	506 586
31.03.2017		1	3 039 515	506 593
30.04.2017		41	3 039 556	506 605
31.05.2017		72	3 039 628	510 012
30.06.2017	203	20 240	3 060 071	519 170
31.07.2017		54 947	3 115 018	519 533
30.08.2017		2 180	3 117 198	519 533
30.09.2017		0	3 117 198	519 627
31.10.2017		561	3 117 759	519 695
30.11.2017		412	3 118 171	518 446
31.12.2017		-7 493	3 110 678	0
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>3 079 529</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>3 079 529</b>

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au 31 décembre 2016, le nombre de BSA restant à exercer était le suivant (i) BSA 1 : 3.013.316 ; (ii) BSA 2 : 1.950.000 et (iii) BSA 3 : 315.000 ; soit un total de 5.278.316 BSA.

Après prise en compte de l'exercice de 90 BSA 1 au cours de l'exercice 2017, donnant droit à 6 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,1 €, le nombre de BSA restant à exercer est de 5.278.226, soit 351.882 actions nouvelles potentielles (soit 11,61% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 :

<b>En K€</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variation</b>
Résultat Net Part du Groupe	-2 810	603	-3 413
Effet net d'impôt des actions dilutives			
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>-2 810</b>	<b>603</b>	<b>-3 413</b>
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>3 079 529</i>	<i>3 026 817</i>	<i>52 712</i>
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>3 079 529</i>	<i>3 026 817</i>	<i>52 712</i>
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>-0,91</b>	<b>0,20</b>	<b>-1,11</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>-0,91</b>	<b>0,20</b>	<b>-1,11</b>

Au cours de l'exercice 2017, le prix d'exercice des BSA étant hors marché, les 351.882 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives. Le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

## 8. Notes sur l'état de la situation financière

### 8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-15	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-16
Frais de développement	18 491	2 623		21 114
Concessions, brevets et licences	600	113		713
Autres immobilisations incorporelles	17	1		18
<b>Valeurs brutes</b>	<b>19 108</b>	<b>2 737</b>	<b>0</b>	<b>21 845</b>
Frais de développement	-12 095	-2 832		-14 927
Concessions, brevets et licences	-359	-101		-460
Autres immobilisations incorporelles	-13	-4		-17
<b>Amortissements</b>	<b>-12 467</b>	<b>-2 937</b>	<b>0</b>	<b>-15 404</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6 641</b>	<b>-200</b>	<b>0</b>	<b>6 441</b>

En K€	31-déc-16	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-17
Frais de développement	21 114	2 299		23 413
Concessions, brevets et licences	713	99		812
Autres immobilisations incorporelles	18	10		28
<b>Valeurs brutes</b>	<b>21 845</b>	<b>2 408</b>	<b>0</b>	<b>24 253</b>
Frais de développement	-14 927	-2 260		-17 187
Concessions, brevets et licences	-460	-97		-557
Autres immobilisations incorporelles	-17	-3		-20
<b>Amortissements</b>	<b>-15 404</b>	<b>-2 360</b>	<b>0</b>	<b>-17 764</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>6 441</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>6 489</b>

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés en 2017 sont de 2.299 K€ contre 2.623 K€ en 2016. La diminution s'explique essentiellement par un effet volume, avec un nombre d'heures consacrées au développement moins important en 2017 qu'en 2016, année qui avait été marquée par des efforts de développement importants et centrés sur le module "My Business".

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

<b>En K€</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>31-déc-15</b>	<b>Variation</b>
Frais de développement activés	2 623	2 498	125
Amortissements de la période	-2 832	-3 038	206
Frais de développement cumulés	21 114	18 491	2 623
Amortissements cumulés	-14 927	-12 095	-2 832
<b>Valeur nette</b>	<b>6 187</b>	<b>6 396</b>	<b>-209</b>

  

<b>En K€</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variation</b>
Frais de développement activés	2 299	2 623	-324
Amortissements de la période	-2 260	-2 832	572
Frais de développement cumulés	23 413	21 114	2 299
Amortissements cumulés	-17 187	-14 927	-2 260
<b>Valeur nette</b>	<b>6 226</b>	<b>6 187</b>	<b>39</b>

Les frais de développement (valeur nette fin 2017 de 6.226 K€) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 1 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements diminuent en 2017 (2.260 K€ contre 2.832 K€ en 2016) suite à une revue des différentes valeurs et durées d'utilité des principaux logiciels développés par le Groupe (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

## 8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-15	Acquisitions	Cessions	31-déc-16
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 740	196	-147	1 789
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 786</b>	<b>196</b>	<b>-147</b>	<b>1 835</b>
Installations techniques	-28	-4		-32
Installations générales, matériel, bureau	-1 413	-168	147	-1 434
<b>Amortissements</b>	<b>-1 441</b>	<b>-172</b>	<b>147</b>	<b>-1 466</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>345</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>369</b>

  

En K€	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	31-déc-17
Installations techniques	46	-	-	46
Installations générales, matériel, bureau	1 789	19	-	1 808
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 835</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>1 854</b>
Installations techniques	-32	-5	-	-37
Installations générales, matériel, bureau	-1 434	-66	-	-1 500
<b>Amortissements</b>	<b>-1 466</b>	<b>-71</b>	<b>0</b>	<b>-1 537</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>369</b>	<b>-52</b>	<b>0</b>	<b>317</b>

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Quelques acquisitions et sorties d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

## 8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-15	Acquisitions	Cessions	31-déc-16
Dépôts de garantie	282	30		312
Autres actifs financiers non courants	50	7	-7	50
<b>Valeurs brutes</b>	<b>332</b>	<b>37</b>	<b>-7</b>	<b>362</b>
Amortissements / provisions	-			-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>332</b>	<b>37</b>	<b>-7</b>	<b>362</b>

En K€	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	31-déc-17
Dépôts de garantie	312		-43	269
Autres actifs financiers non courants	50	22		72
<b>Valeurs brutes</b>	<b>362</b>	<b>22</b>	<b>-43</b>	<b>341</b>
Amortissements / provisions	-			-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>362</b>	<b>22</b>	<b>-43</b>	<b>341</b>

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période proviennent essentiellement de la filiale tunisienne où des cautionnements commerciaux ont été levées au cours de l'année 2017.
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (72 K€ au 31 décembre 2017 contre 50 K€ au 31 décembre 2016), suite aux mouvements nets intervenus sur la période.

#### 8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures consolidation	Total
<b>Valeur nette au 31 décembre 2016</b>	<b>2 059</b>	<b>177</b>	<b>-2 062</b>	<b>-209</b>	<b>-35</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>46</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-81</i>
Variations Actif	38	31		118	
Variations Passif		-9	-13		
Ecart sur taux	5				
<b>Valeur nette au 31 décembre 2017</b>	<b>2 102</b>	<b>199</b>	<b>-2 075</b>	<b>-91</b>	<b>135</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>135</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-</i>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.102 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2017 :

- sur déficits fiscaux français : 2.029 K€ (2.029 K€ au 31 décembre 2016)
- sur déficits fiscaux américains : 73 K€ (30 K€ au 31 décembre 2016)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs en 2017. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires à fin 2017 (solde de 217 K€). Les impôts différés sous-jacents (73 K€, incluant les écarts de taux, contre 30 K€ au 31 décembre 2016) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, et leur variation constatée en résultat de période.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 31 décembre 2017, représentant 485 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport à l'exercice précédent ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 8.078 K€ de reports déficitaires au 31 décembre 2017 (dont 446 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 2.308 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 127 K€ provenant de StreamWIDE France) ; au 31 décembre 2017, les actifs d'impôts différés provenant des déficits fiscaux créés sur la période (3.444 K€) n'ont pas été reconnus : l'impact est donc un actif d'impôt différé non reconnu à hauteur de 764 K€. Le montant des actifs d'impôts différés sur reports déficitaires français est donc de 1.544 K€ au 31 décembre 2017 ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 6.226 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.075 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 199 K€ à la clôture de l'exercice, dont 22 K€ au titre de l'exercice 2017. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 91 K€ d'impôts différés passifs, dont 118 K€ d'impôts différés actifs au titre de l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif de 62 K€.

## 8.5 Actifs courants

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Créances clients	3 571	6 327	-2 756
Autres débiteurs	660	687	-27
Autres actifs fiscaux	1 404	1 538	-134
<b>Total Net</b>	<b>5 635</b>	<b>8 552</b>	<b>-2 917</b>

### Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 :

En K€	31-déc-16	Augmentation	Diminution	31-déc-17
Créances clients brutes	6 526		-2 701	3 825
<i>dont Factures A Etablir</i>	2 109		-638	1 471
Pertes de valeur	-199	-55		-254
<b>Créances clients nettes</b>	<b>6 327</b>	<b>-55</b>	<b>-2 701</b>	<b>3 571</b>



La diminution des créances clients est corrélative à celle des revenus en 2017 (-3.828 K€). Par ailleurs, de par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives et relatives à quelques clients seulement (notamment un principal fin 2017), peuvent être comptabilisées en clôture.

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 90 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés début 2018 (1.616 K€ sur la période janvier-février 2018) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

#### Balance Agée au 31 décembre 2017

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 562	2 855	369	338	
<i>dont FAE</i>	1 471	1 471			
Créances douteuses brutes	263				263
Pertes de valeur	-254				-254
<b>Créances clients nettes</b>	<b>3 571</b>	<b>2 855</b>	<b>369</b>	<b>338</b>	<b>9</b>
		80%	10%	9%	0%

#### Balance Agée au 31 décembre 2016

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 317	3 042	2 916	359	
<i>dont FAE</i>	2 109	2 109			
Créances douteuses brutes	209				209
Pertes de valeur	-199				-199
<b>Créances clients nettes</b>	<b>6 327</b>	<b>3 042</b>	<b>2 916</b>	<b>359</b>	<b>10</b>
		48%	46%	6%	0%

Au 31 décembre 2017, les créances non échues correspondent à des factures à émettre pour un montant global de 1.471 K€ dont près de 82% sont représentés par 4 factures identifiées envers 4 clients seulement. Ces factures seront établies en 2018 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2016, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 2.109 K€ de factures à établir, là encore composé à près de 60% par 5 factures significatives envers 2 clients, établies et réglées en 2017.

Au 31 décembre 2017, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (263 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêt des comptes annuels 2017.

### Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 343 K€), des charges constatées d'avance pour 166 K€ et des avances faites à certains fournisseurs de matériels informatiques dans le cadre de projets futurs (118 K€).

### Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2017, la créance est composée des soldes CIR 2016 et 2017 pour respectivement 728 K€ et 635 K€.

### Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

#### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2017

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	3 571	3 571		3 571	
Autres débiteurs	660	660		660	
Autres actifs fiscaux	1 404	1 404		1 404	
Equivalent de trésorerie	936	936	936		
Trésorerie	3 575	3 575	3 575		
<b>Total créances nettes</b>	<b>10 146</b>	<b>10 146</b>	<b>4 511</b>	<b>5 635</b>	<b>-</b>

#### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2016

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	6 327	6 327		6 327	
Autres débiteurs	687	687		687	
Autres actifs fiscaux	1 538	1 538		1 538	
Equivalent de trésorerie	2 883	2 883	2 883		
Trésorerie	3 582	3 582	3 582		
<b>Total créances nettes</b>	<b>15 017</b>	<b>15 017</b>	<b>6 465</b>	<b>8 552</b>	<b>-</b>

Au cours de l'exercice 2017, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1.956 K€, soit près de 34% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2017. En 2016, 47% du chiffre d'affaires annuel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs.

## 8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Placements à terme	936	2 883	-1 947
Comptes courants bancaires	3 575	3 582	-7
<b>Total</b>	<b>4 511</b>	<b>6 465</b>	<b>-1 954</b>

Les placements à terme sont composés de comptes à terme souscrits auprès de la Société Générale pour 800 K€ et de l'UIB tunisienne pour 136 K€. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe., dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 1.200 K€ au 31 décembre 2017.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 4.511 K€ au 31 décembre 2017 en diminution de 1.954 K€ par rapport à la clôture annuelle 2016. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 240 K€, en diminution marqué de -1.410 K€ sur la période, suite notamment à l'évolution des résultats (-2.207 K€) compensée partiellement par la bonne tenue du BFR de (1.155 K€) ;
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -1.729 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (2.299 K€ en 2017 contre 2.623 K€ en 2016). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2015 (770 K€), obtenu en novembre 2017, vient financer en partie ces investissements de période ; Aucun remboursement n'était intervenu en 2016 et la créance au titre de 2016 (728 K€) n'a été remboursée qu'en mars 2018, créant ainsi un écart de trésorerie fin 2017 ;
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de -465 K€ suite aux remboursements d'emprunts bancaires et intérêts intervenus sur la période (montant quasi stable par rapport à 2016) et aux rachats de ses propres actions effectués par la Société en 2017 pour un montant total de 333 K€.

### *Risque sur actions et autres placements*

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2017, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 936 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 1.200 K€. Ce dernier est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents de trésorerie courante.

## 8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-17	31-déc-16	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'émission	8 502	8 502	0
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	3 027	5 840	-2 813
Titres auto détenus	-486	-153	-333
<b>Total</b>	<b>11 376</b>	<b>14 522</b>	<b>-3 146</b>

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.968 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. 6 actions nouvelles ont été créées sur la période suite à l'exercice de 90 BSA.

La prime d'émission (8.502 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a généré, quant à elle, une prime d'émission de 16 K€. Les augmentations de capital définitives ne seront constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA, ce qui a été le cas en 2017 lors de l'exercice de 90 BSA, générant une prime d'émission supplémentaire non significative de 83 €.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (3.027 K€), le montant obtenu (3.057 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (3.247 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-188 K€) et "autres mouvements" (-2 K€).

Les montants en "titres auto détenus" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place initialement auprès d'Arkéon Finance, en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et souscrit, depuis novembre 2013, auprès de la société Louis Capital Market.

### Titres autodétenus

	31-déc-16	Acquisitions	Cessions	31-déc-17
En nombre d'actions	30 555	81 122	-11 190	100 487
En montants (€uro)	153 496	399 879	-67 726	485 649

Au 31 décembre 2017, le contrat de liquidité est investi à hauteur de 10.391 actions de la société contre 15.402 actions au 31 décembre 2016, et présente un solde de liquidité de 72 K€ (confer note 8.3 "Autres actifs financiers") contre 50 K€ au 31 décembre 2016. A noter également que la Société a acquis 74.943 titres (contre 15.153 en 2016) dans le cadre de son programme de rachat d'actions en juin et juillet 2017.

Au cours de l'exercice 2017, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat et du programme de rachat s'est élevé à 6.179 actions (au cours moyen de 5,28 €) et le nombre d'actions cédées à 11.190 (au cours moyen de 5,24 € pour un prix de revient moyen de 6,05 €). La moins-value ainsi réalisée (9 K€) est inscrite en réserves consolidées.

## 8.8 Passifs financiers courants et non courants

<b>Passifs financiers non courants (en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variations</b>
Emprunts bancaires et obligataires	-	1 657	-1 657
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 657</b>	<b>-1 657</b>
<b>Passifs financiers courants (en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variations</b>
Emprunts bancaires et obligataires	1 674	148	1 526
<b>Total</b>	<b>1 674</b>	<b>148</b>	<b>1 526</b>

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Le remboursement total de l'emprunt bancaire est intervenu fin février 2017.

Le solde de l'emprunt obligataire est quant à lui de 1.665 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017.

Cette dette financière est assortie de ratios financiers qui se résument comme suit (confer note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Au 31 décembre 2017, le ratio relatif à la capacité d'autofinancement n'est pas respecté, suite aux résultats de période. Des échanges ont eu lieu avec le GIAC, ce dernier acceptant de ne pas activer la clause de remboursement immédiat. En contrepartie, un montant de 675.000 € sera nanti au seul profit du GIAC à compter d'avril 2018 pour augmenter les garanties. Ce nantissement sera levé dès que le ratio sera à nouveau respecté. Le nantissement étant mis en œuvre postérieurement au 31 décembre 2017, l'emprunt obligataire a été reclassé en passifs financiers courants à la clôture de l'exercice.

## Risque de taux

La dette financière du Groupe supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

En 2017, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,329% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,330% et plus haut -0,326%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 17 K€ par an supplémentaire en charges financières.

## 8.9 Provisions

<b>Provisions Non Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variations</b>
Avantages du personnel	203	168	35
<b>Total Provisions</b>	<b>203</b>	<b>168</b>	<b>35</b>
<b>Provisions Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variations</b>
Litiges	6	6	0
<b>Total Provisions</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>	<b>Litiges</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>168</b>	<b>6</b>
Dotations	35	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>203</b>	<b>6</b>

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

### *Avantages du personnel*

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>
Taux d'actualisation	1,45%	1,42%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2017, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,4% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2017).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au titre des périodes présentées :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>169</b>
Coûts des services rendus	19
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	13
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>203</b>

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2017 s'élève donc à 34 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

#### *Autres avantages du personnel*

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 décembre 2017.

## 8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	31-déc-17	31-déc-16	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 140	1 149	-9
Produits fiscaux différés courants	570	575	-5
Passifs d'impôts différés	-	81	-81
Fournisseurs et autres créditeurs	503	982	-479
Dettes sociales	513	475	38
Dettes fiscales	648	821	-173
Produits constatés d'avance	794	1 650	-856
<b>Total autres passifs</b>	<b>4 168</b>	<b>5 733</b>	<b>-1 565</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes. Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

*Les produits fiscaux différés* correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 1, 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2016, le solde de 1.724 K€ était composé des éléments suivants :

- au titre de l'exercice 2014 : 225 K€
- au titre de l'exercice 2015 : 771 K€
- au titre de l'exercice 2016 : 728 K€

Suite aux amortissements constatés en 2017, une reprise de CIR à hauteur de 649 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles"). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2014 et diminue le solde au titre de 2015 de 424 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 31 décembre 2017 est de 1.710 K€ et se décompose donc comme suit :

- au titre de l'exercice 2015 : 347 K€
- au titre de l'exercice 2016 : 728 K€
- au titre de l'exercice 2017 : 635 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2014 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de celui de 2015, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.



Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2017, et ont été réglées en janvier 2018. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Leur diminution (TVA collectée) s'explique essentiellement par celle des revenus et des encaissements de période. Par ailleurs, la composition, à la clôture 2016, des créances clients (notamment des factures à établir, dont une significative envers un client français), explique également le solde important constaté au 31 décembre 2016.

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 31 décembre 2017 provient de celle de revenus de période et du ralentissement de l'activité. Par ailleurs, une maintenance significative 2017 (non reconduite en 2018) avait été facturée fin 2016 aux USA, expliquant ainsi le solde significatif du poste à la clôture précédente.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 est la suivante :

#### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2016

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 805	1 805		1 805	
Fournisseurs et autres créiteurs	982	982		982	
Dettes fiscales et sociales	1 296	1 296		1 296	
Produits différés CT/MT	3 455	3 455		3 455	
<b>Total</b>	<b>7 538</b>	<b>7 538</b>	<b>-</b>	<b>7 538</b>	<b>-</b>

#### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2017

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 665	1 665		1 665	
Fournisseurs et autres créiteurs	503	503		503	
Dettes fiscales et sociales	1 161	1 161		1 161	
Produits différés CT/MT	2 504	2 504		2 504	
<b>Total</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>-</b>	<b>5 833</b>	<b>-</b>

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créiteurs), les dettes fiscales et les dettes sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie solide lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

## 9. Autres informations

### 9.1 Informations sectorielles

Jusqu'à présent, le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier. Même si le Groupe se repositionne depuis quelques mois dans le secteur des applications et plateformes professionnelles, à destination des entreprises et des administrations (Team On The Run et Team On Mission), les revenus liés à cette activité sont encore non significatifs. A l'avenir, lorsque l'activité et les revenus liés à Team On The Run et à ses différentes déclinaisons seront devenus significatifs, le Groupe présentera probablement 2 secteurs d'activité distincts, bien que les règles et la nature des revenus soient identiques. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation pourraient cependant coexister, éléments qui justifieraient à terme une présentation sectorielle détaillée.

En conséquence, en 2017, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2017 et 2016 sont présentées ci-dessous.

<b>(en K€)</b>	<b>31-déc-17</b>	<b>31-déc-16</b>	<b>Variations</b>
CA France	2 019	3 352	-1 333
CA Export	3 735	6 230	-2 495
dont Europe	1 159	2 834	-1 675
dont Amériques	1 805	2 632	-827
dont Afrique	375	338	37
dont Moyen Orient	44	187	-143
dont Russie	30	1	29
dont Asie - Pacifique	322	238	84
<b>TOTAL CA</b>	<b>5 754</b>	<b>9 582</b>	<b>-3 828</b>

La répartition géographique des revenus est de 65/35 (Export / France) au titre de l'exercice 2017, répartition identique à celle de 2016. Structurellement, le poids relatif des revenus export est toujours plus important car le Groupe adresse les opérateurs du monde entier.

Le chiffre d'affaires "France" diminue de 1.333 K€ suite à une vente importante de licence intervenue fin 2016 envers un client français et non récurrente en 2017.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de 2.495 K€ sur la période. Cette variation s'explique par les principaux éléments suivants :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-1.675 K€) : en 2016, des revenus significatifs avaient été enregistrés envers un client européen, notamment en ce qui concerne du matériel informatique dédié. Ces ventes, non récurrents par nature, n'ont pas été compensées en 2017. Les autres clients européens ont quant à eux généré des revenus de maintenance quasi équivalents entre 2017 et 2016 ;
- (ii) Diminution des revenus "Amériques" (-827 K€) : le client historique très actif depuis 2014 (augmentation des bases abonnés générant des commandes régulières de licences) ne l'a plus été en 2017 suite à son rachat par un des principaux opérateurs telco américain. ;
- (iii) "Autres zones" (7 K€) : peu de variation significative constatée. Les flux de maintenance représentent en 2017 la grande majorité des revenus de ces zones.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

## 9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants"), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Le ratio relatif à la capacité d'autofinancement n'est pas respecté au 31 décembre 2017, suite au résultat de période. Cependant, aucun remboursement anticipé n'a été exigé par le GIAC, en contrepartie d'un nouveau nantissement à son profit d'un montant de 675.000 € qui sera effectif à partir d'avril 2018. Ce nouveau nantissement, qui renforcera donc les garanties, sera levé dès que le ratio sera à nouveau respecté. Les autres ratios sont tous respectés au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2017 (détention cumulée de 63,76% du capital social et de 74,85 % des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe (zone Afrique – Europe), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leurs montants et leurs durées de validité. Au 31 décembre 2017, le montant global d'engagement est de 23,4 K€ (22 K€ et 1,4 K€) contre 77 K€ fin 2016.

### **9.3 Transactions entre parties liées**

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment à la société française, StreamWIDE France (management fees, locations et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

### **9.4 Rémunération des dirigeants**

La rémunération brute versée aux membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élève à 351.387 € bruts au titre de l'exercice 2017. Cette rémunération a été versée à hauteur de 220.112 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 131.275 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2016, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 334.066 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

### **9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture**

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2017.

On peut cependant noter le remboursement de la créance CIR 2016 à hauteur de 728 K€ intervenu en mars 2018. Suite au remboursement de la créance 2015 (770 K€), intervenu quant à lui en novembre 2017, les remboursements anticipés demandés ont tous été effectués après le contrôle engagé par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis début 2015. Début 2018, seule la créance CIR au titre de 2017 (635 K€) reste donc à récupérer, dès que son remboursement anticipé aura été demandé, conformément aux exercices antérieurs.

**StreamWIDE SA – Comptes statutaires annuels au 31 décembre 2017**

• **Bilans aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016**

(En K€)	31-déc.-17	31-déc.-16	31-déc.-17	31-déc.-16	
Immobilisations incorporelles	1	3	303	303	Capital social
Immobilisations corporelles	43	53	8 533	8 533	Réserves
Immobilisations financières	3 475	3 409	-1 741	460	Report à nouveau
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 519</b>	<b>3 465</b>	<b>7 095</b>	<b>9 296</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks			131	104	Provisions
Créances clients	6 392	8 648	23	72	Emprunts et dettes fi.
Autres créances	1 571	1 626	784	1 270	Dettes fournisseurs
Valeurs mobilières de placement	486	153	672	808	Dettes fiscales et sociales
Trésorerie	2 201	3 683	5 089	5 143	Autres dettes
			346	514	Produits constatés d'avance
			29	368	Ecart de conversion passif
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>10 650</b>	<b>14 110</b>	<b>7 074</b>	<b>8 279</b>	<b>TOTAL DETTES</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>14 169</b>	<b>17 575</b>	<b>14 169</b>	<b>17 575</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>

• **Comptes de résultat 2017 et 2016**

en K€	2017	2016
Ventes de services	2 240	4 547
Ventes de marchandises	4	737
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 244</b>	<b>5 284</b>
Autres produits	413	396
Achats de marchandises	4	565
Variation de stocks	-	-
Charges externes	3 874	4 197
Impôts et taxes	25	40
Charges de personnel	1 315	1 258
Dotations aux amortissements	28	38
Dotations aux provisions	24	38
Autres charges	23	62
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-2 636</b>	<b>-518</b>
Produits financiers	19	125
Charges financières	137	175
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-118</b>	<b>-50</b>
Produits exceptionnels	6	-
Charges exceptionnelles	9	17
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-3</b>	<b>-17</b>
Impôts sur les bénéfices	-572	-631
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-2 185</b>	<b>46</b>

• **Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016**

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

- Total du bilan : 14 168 550 €
- Résultat net (perte) : (2 185 335) €

## **I GENERALITES**

### **1.1 Présentation de l'activité**

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité principale l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles, aux fournisseurs d'accès Internet et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie. Depuis quelques mois, la Société développe également des solutions applicatives tout en un de communication sécurisée en environnements critiques et de management de process, permettant ainsi aux entreprises et administrations de simplifier leur communication tout en numérisant leur activité de manière sécurisée.

La société détient également les titres des différentes filiales formant le Groupe StreamWIDE (notamment StreamWIDE France, StreamWIDE Inc, StreamWIDE Romania, StreamWIDE Beijing, StreamWIDE Tunisia et StreamWIDE Singapore).

La société a été admise sur le marché Growth (ex Alternext) Paris d'Euronext le 16 novembre 2007.

### **1.2. Evènements significatifs**

Il n'y a eu aucun évènement significatif au cours de l'exercice.

## **II REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

### **2.1. Changement de méthode**

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

## 2.2. Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

## 2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

### a) *Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :*

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

### b) *Frais de recherche et développement*

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

### c) *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations techniques :	10 ans
- Agencements :	10 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 ans
- Mobilier :	10 ans

### d) *Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

## 2.4. Immobilisations financières

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la Société, ou de leur valeur probable de négociation.

### *Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.



## **2.5. Stocks de marchandises**

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **2.6. Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

## **2.7. Provisions pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

## **2.8. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

### *a) Redevances sur logiciels*

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès à la plate-forme StreamWIDE à des opérateurs de téléphonie ou à des fournisseurs d'accès Internet sont comptabilisés à la date de mise à disposition par StreamWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

### *b) Prestations de services*

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services, autres que la maintenance, est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une période ultérieure à la date de clôture de l'exercice, est portée au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".

### *c) Ventes de marchandises*

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

## **2.9. Résultat exceptionnel**

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

## 2.10. Indemnité de départ en retraite

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 1,45 % ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2017 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

- Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.
- Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.
- La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 119 737 € au 31 décembre 2017, contre 103 415 € au 31 décembre 2016. Il est comptabilisé en provision pour charges.

## 2.11. Conversion des comptes de l'établissement stable en Tunisie

Les comptes de l'établissement stable tunisien sont intégrés dans les comptes de la société et convertis selon la méthode dite du cours de clôture :

- Conversion du bilan (à l'exception du compte de liaison) : Cours de clôture.
- Conversion du compte de résultat : Cours moyen.
- Conversion du compte de liaison : Cours historique.

L'écart de conversion qui en résulte est comptabilisé dans les capitaux propres au poste "report à nouveau" dans un sous compte "écarts de conversion".

## 2.12. Intégration fiscale

La société a opté avec sa filiale StreamWIDE France pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2012.

L'économie d'impôt, ou la charge d'impôt supplémentaire, égale à la différence entre la somme des impôts qui auraient dus être versés par chacune des sociétés du Groupe, si elles avaient payé elles-mêmes leur impôt, et l'impôt versé en raison du résultat d'ensemble, constitue pour la société tête du groupe fiscal (StreamWIDE SA) un profit ou une charge enregistré au poste "Impôts sur les bénéficiaires".

### III COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

#### 3.1. Immobilisations incorporelles

##### Valeurs brutes

En €	31/12/2016	Augmen- tations	Diminutions	31/12/2017
Logiciels	141 365	2 679		144 044
<b>Total</b>	<b>141 365</b>	<b>2 679</b>	<b>0</b>	<b>144 044</b>

##### Amortissements

En €	31/12/2016	Dotations	Diminutions	31/12/2017
Logiciels	138 720	4 109		142 829
<b>Total</b>	<b>138 720</b>	<b>4 109</b>	<b>0</b>	<b>142 829</b>

##### Valeurs nettes

En €	31/12/2016	31/12/2017
Logiciels	2 645	1 215
<b>Total</b>	<b>2 645</b>	<b>1 215</b>

#### 3.2. Immobilisations corporelles

##### Valeurs brutes

En €	31/12/2016	Augmen- tations	Diminutions	31/12/2017
Installations techniques	45 724			45 724
Agencements	77 176			77 176
Matériel de bureau et informatique	153 474	14 279		167 754
Mobilier	9 781			9 781
<b>Total</b>	<b>286 156</b>	<b>14 279</b>	<b>0</b>	<b>300 435</b>

##### Amortissements

En €	31/12/2016	Dotations	Diminutions	31/12/2017
Installations techniques	32 131	4 488		36 618
Agencements	57 311	5 214		62 525
Matériel de bureau et informatique	135 167	13 746		148 914
Mobilier	9 318	75		9 393
<b>Total</b>	<b>233 928</b>	<b>23 522</b>	<b>0</b>	<b>257 450</b>

## Valeurs nettes

En €	31/12/2016	31/12/2017
Installations techniques	13 593	9 106
Agencements	19 865	14 651
Matériel de bureau et informatique	18 307	18 840
Mobilier	463	388
<b>Total</b>	<b>52 228</b>	<b>42 985</b>

### 3.3. Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2017		31/12/2016	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518	3 050 518	3 050 518
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865	4 865	4 865
Streamwide UK Limited	Royaume Uni	100,00%	1	1	1	1
Bzoo Networks Limited	Royaume Uni	100,00%	1	1	1	1
Streamwide PTE LTD	Singapour	100,00%	65	65	65	65
<b>Total</b>			<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>

Les titres de participation et les comptes courants des filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée 31 décembre 2017.

Les informations relatives aux principales filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	Streamwide Romania	Beijing Streamwide	Streamwide Inc	Streamwide France	Streamwide Tunisie	Streamwide PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	305 922	213 640	-724 882	3 159 892	266 181	-23 376
Résultat net comptable	155	5 606	-220 480	-313 852	107 804	-22 515
Chiffre d'affaires	1 794 126	346 761	1 819 019	2 981 664	558 781	68 311
Avances consenties à la filiale		33 345	718			80 364
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				5 088 792		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

Les filiales StreamWIDE UK Limited et Bzoo Networks Limited n'ont toujours pas démarré leur activité au 31 décembre 2017. Aucun flux significatif n'a donc été enregistré sur la période.

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires des filiales sont convertis au cours moyen.

Le capital des filiales est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100 % depuis leur création).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture constaté au 31 décembre 2017.

### 3.4. Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandise au 31 décembre 2017.

### 3.5. Etat des créances et des dettes

#### Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	125 692		125 692
Autres immobilisations financières	38 249		38 249
Clients douteux ou litigieux	19 924		19 924
Autres créances clients	6 391 598	6 391 598	
Personnel et comptes rattachés	25 250	25 250	
Organismes sociaux	1 764	1 764	
Impôt sur les bénéfices	1 233 177	1 233 177	
Taxe sur la valeur ajoutée	53 049	53 049	
Autres impôts taxes et versements assimilés	8 779	8 779	
Débiteurs divers	76 323	76 323	
Charges constatées d'avance	134 182	134 182	
<b>Total</b>	<b>8 107 985</b>	<b>7 924 121</b>	<b>183 864</b>

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont essentiellement représentées par les sommes à recevoir au titre du crédit d'impôt en faveur de la recherche :

Périodes (en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Exercice 2015	661 515		661 515	0
Exercice 2016	627 697			627 697
Exercice 2017		569 866		569 866
<b>Total</b>	<b>1 289 212</b>	<b>569 866</b>	<b>661 515</b>	<b>1 197 563</b>

Le crédit d'impôt recherche 2015 a été remboursé en novembre 2017, et le crédit d'impôt recherche 2016 en mars 2018. Le crédit d'impôt recherche 2017 fera l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

## Dettes

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès étab. crédit	363	363		
Emprunts et dettes financières divers	22 190			22 190
Fournisseurs et comptes rattachés	777 735	777 735		
Personnel et comptes rattachés	100 504	100 504		
Organismes sociaux	72 716	72 716		
Impôt sur les bénéfices	168	168		
Taxe sur la valeur ajoutée	485 640	485 640		
Autres impôts et taxes	12 797	12 797		
Dettes sur immobilisations	6 432	6 432		
Groupe et associés	5 088 792	5 088 792		
Produits constatés d'avance	346 081	346 081		
<b>Total</b>	<b>6 913 417</b>	<b>6 891 227</b>	<b>0</b>	<b>22 190</b>

Les dettes "Groupe et associés" correspondent au compte courant envers la filiale StreamWIDE France qui enregistre les opérations d'exploitation entre les deux sociétés, et au compte courant d'intégration fiscale de cette filiale.

### 3.6. Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

### 3.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	31/12/2017	31/12/2016
Actions propres (animation du marché du titre)	52 861	88 339
Actions propres (autre)	432 788	65 155
<b>Total actions propres</b>	<b>485 649</b>	<b>153 494</b>
<b>Valeur liquidative</b>	<b>624 024</b>	<b>159 192</b>

L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. L'Assemblée générale du 24 juin 2016 a renouvelé cette autorisation et a élargie cette autorisation aux rachats d'actions pour la mise en place de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société et aux rachats d'actions en vue de l'attribution ou de la cession d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion. L'Assemblée générale du 23 juin 2017 a reconduit cette autorisation.

Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2017 s'élève à 100 487, soit 3,32 % du total des actions de la société.

- La société dispose également de dépôts à terme pour un total de 800 000 € (comptabilisés en disponibilités) :

Date d'échéance	Durée totale du placement	Etablissement bancaire	Montant 31/12/2017	Taux annuel de rémunération
14 janvier 2019	36 mois	SOCIETE GENERALE	700 000	0,15 % à 1,25 %
9 septembre 2019	36 mois	SOCIETE GENERALE	100 000	0,05 % à 0,15 %
<b>Total</b>			<b>800 000</b>	

La rémunération des dépôts à terme SOCIETE GENERALE est progressive dans la durée.

Les intérêts courus à recevoir s'élèvent à 5 667 € au 31 décembre 2017.

- Un compte courant rémunéré a été ouvert à la HSBC le 9 novembre 2010. Son solde s'élève à 1 200 000 € au 31 décembre 2017, hors intérêts. Il est inscrit dans la rubrique "Disponibilités". Ce compte courant est utilisé tout au long de l'année pour gérer les excédents de trésorerie courante constatés en cours de période.

### 3.8. Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2017	31/12/2016
Provision indemnité fin de carrière	119 737	103 415
Provision pour perte de change	11 225	247
<b>Total</b>	<b>130 962</b>	<b>103 662</b>

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2016	Dotations	Reprises		Montant 31/12/2017
			Utilisée	Non utilisée	
Provision indemnité fin de carrière	103 415	16 322			119 737
Provision pour perte de change	247	11 225	247		11 225
<b>Total</b>	<b>103 662</b>	<b>27 547</b>	<b>247</b>	<b>0</b>	<b>130 962</b>

### 3.9. Charges à payer et produits à recevoir

#### Charges à payer

En €	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts et dettes auprès des établ crédit	363	698
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	272 752	459 152
Dettes fiscales et sociales	87 964	88 589
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 500	
Autres dettes	84 247	101 556
<b>Total</b>	<b>446 826</b>	<b>649 996</b>

## Produits à recevoir

En €	31/12/2017	31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés	2 003 309	2 095 947
Autres créances	9 706	3 726
Disponibilités	5 667	1 301
<b>Total</b>	<b>2 018 682</b>	<b>2 100 974</b>

### 3.10. Charges et produits constatés d'avance

#### Charges constatées d'avance

En €	31/12/2017	31/12/2016
Charges d'exploitation	134 182	151 185
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>134 182</b>	<b>151 185</b>

#### Produits constatés d'avance

En €	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation	346 081	514 667
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>346 081</b>	<b>514 667</b>

Les produits constatés d'avance ne sont pas, par nature, récurrents. Leur évolution ne peut donc pas être mise en relation directe avec le niveau d'activité mais seulement avec le calendrier de certaines commandes et des facturations liées.

### 3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2017			31/12/2016		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises		4 100	4 100		736 829	736 829
Redevances sur logiciels	1 806	190 003	191 808	1 690 503	885 885	2 576 389
Services	14 304	968 521	982 825	165 252	1 190 866	1 356 118
Prestations groupe	1 065 230		1 065 230	614 265		614 265
<b>Total</b>	<b>1 081 339</b>	<b>1 162 624</b>	<b>2 243 963</b>	<b>2 470 021</b>	<b>2 813 580</b>	<b>5 283 600</b>



### 3.12. Intégration fiscale

La société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2012.

Au 31 décembre 2017, l'intégration fiscale ne génère aucune charge ni économie d'impôt dans les comptes de StreamWIDE SA.

### 3.13. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant avant impôt	-2 754 839		-2 754 839
Résultat exceptionnel	-2 924		-2 924
Crédit d'impôt recherche		569 866	569 866
Crédit d'impôt mécénat		6 000	6 000
Retenues à la source non imputées		-3 253	-3 253
Imposition établissement tunisien		-185	-185
<b>Total</b>	<b>-2 757 762</b>	<b>572 428</b>	<b>-2 185 335</b>

### 3.14. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'impôt.

En €	Bases	Impôt à 33,33 %
Provision indemnité fin de carrière	119 737	39 908
Ecarts de conversion passif	29 114	9 704
<b>Total</b>	<b>148 851</b>	<b>49 612</b>

Les déficits fiscaux en report au 31 décembre 2017 s'analysent comme suit :

En €	Montants
Déficits propres à StreamWIDE nés antérieurement à l'intégration fiscale	1 455 515
Déficits du groupe : intégration fiscale	8 077 881

### 3.15. Résultat exceptionnel

En €	31/12/2017
Reprise provision dépréciation crédit d'impôt mécénat 2012	6 000
Divers	316
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>6 316</b>
Pénalités sur marchés	3 240
Crédit d'impôt mécénat 2012 non récupérable	6 000
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>9 240</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-2 924</b>

### 3.16. Evolution des capitaux propres et du capital social

#### a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2017

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat 2016	Total
<b>Situation au 31 décembre 2016</b>	<b>302 996</b>	<b>8 502 852</b>	<b>444 462</b>	<b>45 592</b>	<b>9 295 902</b>
Conversion de BSA	1	83			84
Affectation du résultat 2016			45 592	-45 592	0
Ecart de conversion compte Tunisie			-15 594		-15 594
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>302 997</b>	<b>8 502 935</b>	<b>474 460</b>	<b>0</b>	<b>9 280 392</b>

#### b) Evolution du capital social

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 3 029 968 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché Growth d'Euronext Paris.

Le conseil d'administration du 19 juin 2015 a décidé, conformément aux délégations qui lui ont été données par l'assemblée générale du même jour, de procéder à l'émission des bons de souscriptions d'actions (BSA) suivants :

Nature des BSA	Nombre de BSA émis	Prix de souscription des BSA	Période de conversion en actions	Nombre de BSA pour une action	Prix de souscription des actions
BSA 1 (1)	3 016 391	Gratuit	Du 01/07/2015 au 01/07/2018	15	14 €
BSA 2 (2)	2 002 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2018	15	14 €
BSA 3 (3)	322 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2018	15	14 €

(1) Emission au profit de l'ensemble des actionnaires

(2) Emission au profit des cadres, dirigeants et salariés de la société et des sociétés liées

(3) Emission au profit de bénéficiaires dénommés

Le prix de souscription des BSA 2 et BSA 3 a été inscrit au poste "Prime d'émission" pour 16 275 €.

30 BSA 1 ont été convertis en 2 actions sur l'exercice 2015 moyennant une augmentation de capital de 0,20 € et une prime d'émission de 27,80 €.

3 045 BSA 1 ont été convertis en 203 actions sur l'exercice 2016 moyennant une augmentation de capital de 20,30 € et une prime d'émission de 2 821,70 €.

90 BSA 1 ont été convertis en 6 actions sur l'exercice 2017 moyennant une augmentation de capital de 0,60 € et une prime d'émission de 83,40 €.

Au décembre 2017, suite aux départs de certains salariés et à l'exercice de 3.165 BSA 1, le nombre de BSA restant à exercer est de 5.278.226, soit 351.882 actions nouvelles potentielles (soit 11,61% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

### 3.17. Frais de développement

Les frais de développement comptabilisés en charge de l'exercice (qui auraient été activés si la société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 2 380 229 €, contre 2 713 308 € pour l'exercice précédent.

### 3.18. Ecarts de conversion

Les écarts de conversion actifs et passif s'analysent comment suit :

En €	31/12/2017		31/12/2016	
	Ecarts actifs	Ecarts passifs	Ecarts actifs	Ecarts passifs
Comptes clients	2 256	25 350		366 053
Comptes fournisseurs	985	3 763	247	101
Comptes courants	7 985			1 949
<b>Total</b>	<b>11 225</b>	<b>29 114</b>	<b>247</b>	<b>368 103</b>

### 3.19. Transferts de charges

En €	31/12/2017
Refacturation contrat de location	2 700
Refacturation frais divers aux sociétés du groupe	1 207
<b>Total</b>	<b>3 907</b>

### 3.20. Intégration des comptes de l'établissement stable en Tunisie

#### a) Taux de conversion du Dinard tunisien

Cours de clôture 31 décembre 2017 : 1 Dinard tunisien pour 0,33580 Euro

Cours moyen 2017 : 1 Dinard tunisien pour 0,36978 Euro

b) *Impact sur le bilan*

En €	31/12/2017	31/12/2016
Autres créances	11 319	13 581
Disponibilités	54 389	72 286
<b>Total actif net</b>	<b>65 708</b>	<b>85 867</b>
Capitaux propres	-55 069	-22 236
Dettes fiscales et sociales	168	620
<b>Total passif</b>	<b>-54 901</b>	<b>-21 616</b>
<b>Ecart : compte de liaison</b>	<b>120 609</b>	<b>107 484</b>

Pour la présentation des comptes annuels, les comptes de liaison réciproques entre StreamWIDE SA et l'établissement tunisien ont été annulés.

La contribution aux capitaux propres s'analyse comme suit :

En €	31/12/2017	31/12/2016
Résultat de l'exercice	-4 430	12 809
Ecart de conversion	-50 640	-35 045
<b>Impact sur les capitaux propres</b>	<b>-55 069</b>	<b>-22 236</b>

La variation des écarts de conversion constatée entre deux clôtures de l'établissement stable tunisien est inscrite dans les capitaux propres et notamment dans le poste "report à nouveau".

c) *Impact sur le compte de résultat*

En €	31/12/2017	31/12/2016
Chiffre d'affaires		19 543
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>19 543</b>
Autres achats et charges externes	4 203	6 012
Impôts et taxes et versements assimilés	42	511
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>4 245</b>	<b>6 523</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-4 245</b>	<b>13 020</b>
<b>Résultat financier</b>		
<b>Résultat exceptionnel</b>		
Impôts sur les bénéfices	185	211
<b>Résultat net</b>	<b>-4 430</b>	<b>12 809</b>

### 3.21. Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

### 3.22. Rémunérations allouées aux dirigeants sociaux

Les rémunérations des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 220 112 € bruts au titre de l'exercice 2017, contre 207 570 € pour l'exercice 2016.

### 3.23. Effectif moyen

Catégories	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	10	10
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

### 3.24. Opérations hors bilan

#### 3.24.1. Engagements financiers

##### a) *Garanties données sur l'emprunt obligataire émis par la filiale StreamWIDE France*

Dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par sa filiale StreamWIDE France en juillet 2013, StreamWIDE SA a donné les garanties suivantes sur le remboursement du nominal (1.800 K€) et le paiement des intérêts, commissions, frais et accessoires :

- caution solidaire à première demande
- nantissement de son fonds de commerce

Cet engagement est donné jusqu'au terme de l'emprunt obligataire, soit le 31 juillet 2022.

##### b) *Garanties données en faveur des clients*

La société n'a aucun engagement de cette nature au 31 décembre 2017.

#### 3.24.2. Autres opérations non inscrites au bilan

La société n'a conclu aucune opération de cette nature.

### 3.25. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 308 726
Créances rattachées à des participations		125 692
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		3 993 870
Autres créances		
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		22 190
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		520 057
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		5 088 792
Produits financiers		
Charges financières		84 247

### 3.26. Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ ou dirigeants.

### 3.27. Evènements importants intervenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017.

On peut cependant noter le remboursement de la créance CIR 2016 à hauteur de 627 697 € intervenu en mars 2018. Suite au remboursement de la créance 2015 (661 515 €), intervenu quant à lui en novembre 2017, les remboursements anticipés demandés ont tous été effectués après le contrôle engagé par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche depuis début 2015. Début 2018, seule la créance CIR au titre de 2017 (569 866 €) reste donc à récupérer, dès que son remboursement anticipé aura été demandé.